

**LA SANTÉ BRAQUÉE  
POUR LES PROFITS :  
ÉTAT D'URGENCE** *pages 8 - 9*

**LE RACISME D'ÉTAT  
DIVISE, FAIT  
DIVERSION ET TUE** *page 2*

**MORT D'UNE ASSISTANTE  
D'ÉDUCATION :  
NI FLICS, NI PORTIQUES,  
PLUS DE PERSONNEL !** *page 12*

# RÉVOLUTIONNAIRES

**36** 12 JUIN 2025 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES **POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,  
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE**

## ÉDITORIAL

**L**e *Madleen*, petit navire parti d'Italie le 1<sup>er</sup> juin dernier, a été intercepté par Israël dans la nuit du 8 au 9 juin, alors qu'il était encore dans les eaux internationales. Affrété par la coalition « Flottille de la liberté », il avait à son bord douze militants, dont l'écologiste Greta Thunberg et la députée européenne LFI Rima Hassan, et il transportait du matériel humanitaire, dans le but de briser le blocus subi par les habitants de Gaza. L'équipage est aux mains de l'armée israélienne. La précédente édition de la Flottille, partie de Turquie pour rallier Gaza en 2010, s'était terminée en bain de sang, avec dix morts parmi les militants suite à leur arraisonnement par l'armée israélienne.

### PENDANT CE TEMPS À GAZA, L'ARMÉE TIRE SUR DES FOULES AFFAMÉES

À Gaza, la population continue à être en proie à la famine et aux bombardements incessants. Même l'aide humanitaire, instrumentalisée par l'État israélien, tourne au massacre : après avoir interdit l'entrée de Gaza aux organisations humanitaires, il a mis sur pied la Fondation humanitaire pour Gaza (GHF), une société privée américaine chargée de quelques distributions de vivres. Des distributions qui sont en réalité des pièges sanglants, puisque l'armée tire sur la foule, avec déjà des dizaines de morts et des centaines de blessés. Il en profite aussi pour continuer à déplacer la population palestinienne à sa guise, en promettant l'accès à de l'aide dans certaines zones prédéfinies par l'armée. Partir ou mourir, tel est l'unique message adressé à la population de Gaza par le gouvernement israélien, qui mène son offensive génocidaire en toute impunité.

SUITE PAGE 2 >>

**NPA**  
RÉVOLUTIONNAIRES



SITE WEB : [npa-revolutionnaires.org](http://npa-revolutionnaires.org)

INSTAGRAM | X (TWITTER) : @npa\_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires



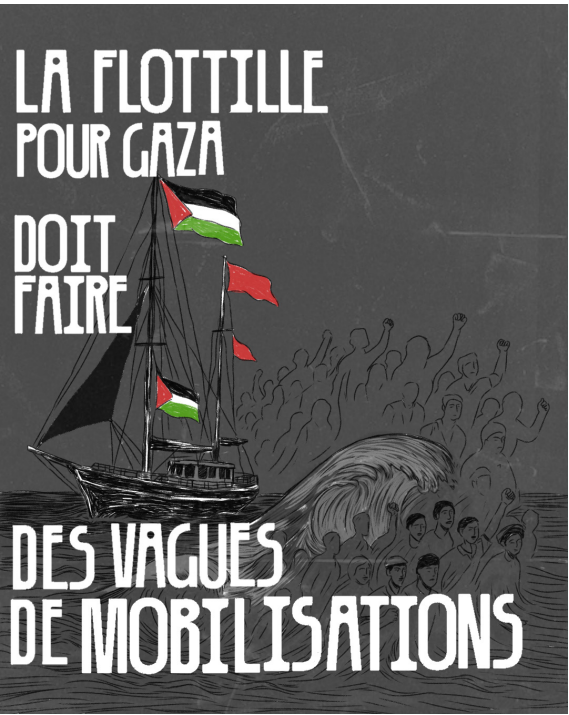
POLITIQUE	p. 1 à 4	INTERNATIONAL	p. 5 à 7	DOSSIER	p. 8 à 10	PREMIÈRES LIGNES	p. 10 à 13	CULTURE	p. 15
<b>Éditorial</b> Génocide à Gaza : retenir le bras meurtrier d'Israël, briser la complicité des grandes puissances	Du RN à Macron : au diable l'écologie !  Suppression ZFE : ne partageons pas la route avec le RN !  Tous les Kanak emprisonnés à la suite des émeutes doivent être libérés et pouvoir rentrer chez eux !  Congrès du PS : bonnet blanc l'emporte sur blanc bonnet  Une belle jambe pour Dreyfus	Gaza : Israël fournit des armes à des gangs criminels  En plein génocide, la France continue ses livraisons d'armes à Israël  Un « État palestinien »... ou un bantustan colonial ?  Des milliers de manifes- tants à Paris contre le massacre à Gaza  Liberté pour Ashraf Omar et Shady Mohamed, prisonniers politiques socialistes en Égypte	Syrie : des massacres adoubés par Washington  Pologne : un président d'extrême droite en remplace un autre  Grève à Izmir : le CHP fait la guerre aux travailleurs  Trump-Musk : je t'aime, moi non plus  Los Angeles se soulève pour empêcher les déportations des travailleurs migrants et leurs familles	<b>HÔPITAUX - LA SANTÉ BRAQUÉE POUR LES PROFITS : ÉTAT D'URGENCES</b> Déserts médicaux et pénurie de médecins : à qui la faute ?  À l'AP-HP, coup de sang contre le sous-effectif  Institut Gustave Roussy : vive le fric et l'exploitation  Nouveau CHU de Nantes : aux petits soins des capitalistes de bâtiment et de la santé  Hôpital psychiatrique de Novillars : la colère s'organise  Hôpital du Rouvray : la psy- chiatre au bord du gouffre  Progrès et hypocrisie des lois « fin de vie »	À la niche ? Ou en colère dans la rue ?  Dans les transports en région lyonnaise, un 5 juin combatif qui prépare la suite  Bordeaux : agression d'un conducteur, le tout-sécutaire aus service de l'arbitraire patronal  Renault : des engins de mort à la place des voitures  STMicroelectronics : 5 000 suppressions de postes  Interview : les MNA de Rouen  Musées de Paris : grève contre la badgeuse	Après le procès 12 juin, la lutte continue  AED tué à Nogent : les établissements scolaires ont besoin de personnel, pas de flics !  Gennevilliers : la mobilisation pour le droit à l'éducation continue !  Pride : Péresse coupe les subventions et hurle à la radicalité  <b>VIE DU PARTI</b>  Le NPA-R était présent à la Fête de Lutte ouvrière  Agenda	Film · Livres  <b>NPA JEUNES</b>  Résultats Parcoursup et Mon Master : stop à la sélection !  Autoritarisme dans les lycées : sois jeune et taïs-toi !  La résistance s'organise face aux déportations de Donald Trump	<b>p. 16</b>	

» SUITE DE L'ÉDITORIAL

TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,  
NOUS POUVONS DIRE NON AU MASSACRE !

Il n'y a rien à attendre de l'ONU, de l'Union européenne ou d'un Macron pour stopper l'État d'Israël dans sa course en avant criminelle. Au mieux, ce sont des mots et de l'impuissance, au pire des larmes de crocodile côté pile et du soutien côté face. L'État français en est un des pires exemples. Tout en faisant mine de changer de discours, il continue à criminaliser le soutien à la cause palestinienne, à coup de menaces de dissolution du collectif Urgence Palestine, de procès pour de prétendues « apologies de terrorisme » ou de sanctions à une enseignante ayant autorisé une minute de silence pour Gaza en classe. Et surtout, il continue à livrer des armes, ce que les dockers de Fos-sur-Mer ont dénoncé la semaine dernière, refusant d'embarquer les 14 tonnes de pièces détachées de matériel militaire destiné à Israël. Nous devons nous saisir de toutes les possibilités de nous opposer à ce génocide qui se déroule au vu et au su de tous, par des rassemblements, des manifestations. En Israël, des manifestants brandissant des photos d'enfants tués à Gaza ont affirmé : « non au génocide » et « la vie des Palestiniens nous importe ». Partout dans le monde, nous devons amplifier la mobilisation.

• 09/06/2025



Le racisme divise, le racisme fait diversion, le racisme tue !

Samedi 31 mai, Hichem M., un ressortissant tunisien vivant dans la commune de Puget-sur-Argens dans le Var, a été abattu de sang-froid par un raciste, qui a également blessé un jeune Turc de 25 ans. L'assassin, Christophe B., était depuis longtemps sa haine raciste sur les réseaux sociaux, repostant les publications de Marine Le Pen. Dans les vidéos qu'il a postées avant et après le meurtre, il se dit « pressé de voir Marine ou Jordan » arriver au pouvoir pour « virer les immigrés », proclame son admiration pour « Jean-Marie [Le Pen qui] nous avait prédit qu'on serait bien dans la merde ».

Cet attentat raciste intervient quelques semaines seulement après l'attentat islamophobe contre une mosquée de La Grand-Combe, ayant entraîné la mort d'Aboubakar Cissé, un Malien de 22 ans.

Le racisme et l'islamophobie sont attisés par les Le Pen, Macron, Darmanin, Wauquiez et autres Retailleau qui s'emparent du moindre « fait divers » pour mettre en cause les immigrés ou les musulmans... Après le prétendu « entrisme » des Frères musulmans, la proposition d'Attal d'interdire le voile sur la place publique, Retailleau a qualifié de « barbares » les jeunes de quartiers populaires qui ont célébré la victoire du PSG en Ligue des Champions.

Toutes ces déclarations racistes s'étalent à longueur de journée dans les médias, à commencer par ceux du milliardaire d'extrême droite Bolloré, comme le JDD ou CNews.

Dimanche 8 juin, deux marches blanches se voulant « apolitiques » en mémoire d'Hichem M. ont eu lieu, à Marseille et à Puget-sur-Argens. N'ayant honte de rien, Julie Lechanteux, députée RN de la circonscription, a osé se montrer à la marche de Puget !

Le climat est saturé par la haine raciale. La presse relève aussi la recrudescence d'actes antisémites : le 6 juin dernier, un rabbin a été pour la deuxième fois violemment agressé à Neuilly-sur-Seine. C'est scandaleux, et, là aussi, la politique du gouvernement, de la droite et de l'extrême droite n'y est pas

étrangère. Leurs déclarations attisent la haine islamophobe, mais leur soutien inconditionnel à Netanyahu attise l'antisémitisme : en assimilant toute dénonciation des crimes de l'État israélien à de l'antisémitisme, c'est eux qui contribuent à l'amalgame stupide de l'ensemble des Juifs à cet État génocidaire.

Il faudra bien plus que des « marches blanches » pour en finir avec la haine raciste. Cela passera par la lutte implacable contre toutes les formes d'exclusion, à commencer par la lutte contre l'offensive réactionnaire menée par Macron et son gouvernement. Le racisme est exploité par les défenseurs de la société capitaliste parce que c'est un facteur de division des opprimés et des exploités. Il est temps que le mouvement ouvrier réagisse !



AURÉLIEN PÉRENNA •  
10/06/2025

**CONTACTEZ-NOUS**  
courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

**ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER**

6 MOIS	20€	OU 25€	PRIX DE SOUTIEN
12 MOIS	40€	OU 50€	PRIX DE SOUTIEN

**NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE**

1 AN	20€
------	-----

• **PAR CARTE BANCAIRE** (SUR LE SITE)  
npa-revolutionnaires.org/abonnement

• **PAR CHÈQUE**  
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"  
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

**RÉVOLUTIONNAIRES**

**NUMÉRO 36 • 12 JUIN 2025 • 2 EUROS**

ÉDITÉ PAR  
« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »  
ASSOCIATION LOI DE 1901.  
ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX  
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,  
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION  
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT  
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE  
TÉL. : 01 49 63 66 66



# Quand Paris est magique, le gouvernement donne dans le racisme

Cinq butts. Multipliez par mille, et vous aurez le chiffre du dispositif policier pour « couvrir », ou plutôt réprimer, la fête après la victoire du PSG : plus de 5 000 policiers dans les rues de Paris pour accueillir les banlieusards comme il se doit, c'est-à-dire avec sommations et coups de matraque.

Raison officielle ? « Débordements » et pillages du luxe insolent exposé dans le quartier des Champs-Élysées – certains pourraient aussi y voir une forme de rétablissement de l'impôt sur la fortune... Pour arriver à près de 600 interpellations, 300 gardes à vue et, finalement, moins de 5 % de condamnations, principalement sur la base de témoignages policiers, sans preuves donc, pour rappeler que la milice du capital est intouchable.

Ces interpellations massives, souvent violentes, seraient la preuve d'une société qui s'ensauvage ? Ou celle d'une loi de la physique, provocation-réaction ? Plus le dispositif policier est visible et agressif... plus la « délinquance » augmente, mécaniquement. Sans compter que les incidents de la soirée ne sont vraiment pas une nouveauté, si l'on pense à ceux de 1998 ou de 2018.

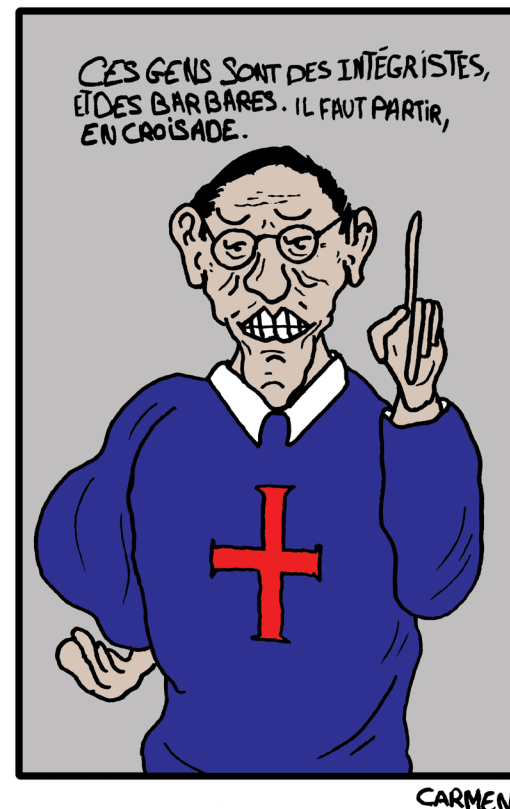
Pour le gouvernement, tout cela est pour sûr un « game plan » bien rôdé dans le déroulement de sa politique raciste et anti-immigrée. Finie l'hypocrisie « black blanc beur »

du siècle dernier qui ne supportait déjà pas « le bruit et l'odeur », place au racisme décomplexé, en 1998 contre les « sauvages » de Chevènement, ministre de l'Intérieur de la gauche plurielle de Jospin, aujourd'hui contre les « barbares », comme le dit si finement Retailleau, contre qui sans sévérité point de salut, nous dit Darmanin.

Ces idées sont développées non seulement dans les discours de l'extrême droite et du gouvernement, mais aussi dans les politiques mises en place. Cela a pour conséquence, bien plus grave, de créer un climat propice aux passages à l'acte, comme les récents meurtres racistes, islamophobes d'Aboubakar et d'Hicham. Meurtres dont le caractère raciste a été reconnu du bout des lèvres par le gouvernement et balayé du champ politique bien rapidement. Comment ne pas y voir une nouvelle preuve du « deux poids deux mesures » lorsqu'il s'agit d'Arabes, de Noirs, de musulmans ou, finalement, simplement de pauvres ?

Après avoir envoyé ses flics nettoyer Paris la veille au soir, Macron était fin prêt pour la célébration avec ceux d'en haut dans les salons.

MATHILDA NALLOT • 10/06/2025



# LA GUERRE AUX CHÔMEURS N'A PLUS AUCUNE LIMITE

Un décret du 1<sup>er</sup> janvier dernier, pris en application de la loi dite « Plein emploi », avait soumis l'ensemble des inscrits à France Travail, les bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) et les demandeurs d'emploi, à un « contrat d'engagement » et ses 15 à 20 heures « d'activité obligatoire » par semaine. Sous peine de suspension de l'allocation, voire de radiation. On attendait les précisions sur ces sanctions. Elles viennent de tomber avec un nouveau décret du 31 mai. Mesure phare : le dispositif de « suspension-remobilisation » qui permet de sabrer les allocations chômage ou revenus de remplacement, parfois dans leur totalité. En conséquence ? Des centaines de milliers de familles seront privées des maigres allocations assurant leur survie.

## COUPER LES VIVRES À CEUX QUI N'ONT DÉJÀ RIEN

En cas de « manquements » aux « obligations », le décret prévoit de suspendre voire de supprimer le revenu de remplacement ou les allocations, pendant plusieurs mois, ainsi que de radier la personne concernée. Le premier « manquement » est sanctionné par la suspension d'au moins 30 % du montant du revenu de remplacement ou des allocations pour une durée d'un à deux mois. En cas de « persistance ou de réitération du manquement », la suspension totale ou partielle pourra durer d'un à quatre mois.

Mais il y a pire. Si le manquement est « l'absence de mise en œuvre, sans motif légitime, du projet de reconversion professionnelle », alors le revenu de remplacement est directement supprimé en totalité pour une durée de quatre mois et la personne est radiée de la liste des demandeurs d'emploi pour la même durée. Même chose

en cas de refus de deux « offres raisonnables d'emploi » (ORE), pour une durée de deux mois.

En cas de fausse déclaration – qui sont en grande majorité des erreurs, quiconque a déjà eu affaire à l'usine à gaz qu'est France Travail le sait – ou en cas de fraude, là encore, le revenu de remplacement ou les allocations seront supprimées en intégralité et la personne radiée pour une durée de six à douze mois (pendant un mois « seulement » quand le manquement est lié à une activité non déclarée d'une durée très brève).

L'objectif est de tripler le nombre de contrôles d'ici 2027 avec des procédures dites « simplifiées » pour atteindre les objectifs. Le gouvernement veut faire porter la responsabilité du chômage sur les travailleurs sans-emploi et non sur le patronat qui licencie et l'État qui l'accompagne. Pas tant pour faire des économies sur le dos des chômeurs que pour obliger l'ensemble des travailleurs à accepter les emplois les plus mal payés et les plus pénibles. C'est une attaque contre nous tous, d'abord parce que le chômage concerne tous les travailleurs à un moment ou à un autre, et parce que faire le choix du chômage, pour le patronat et l'État à son service, c'est exercer une pression sur l'ensemble des travailleurs.

LUCAS DUVAL • 10/06/2025

Article complet sur notre site &gt;&gt;



# Du RN à Macron : au diable l'écologie !

Macron, qui ne rate pas une occasion de se mettre en lumière, a ouvert le Sommet des océans à Nice avec une prestation qui lui vaudra peut-être un oscar mais dont l'hypocrisie a choqué les spécialistes comme l'ONG Bloom : « Le Sommet des océans n'est qu'une imposture, car le gouvernement a fait des fausses annonces. » Quelques jours plus tôt, le président a critiqué la suspension par le gouvernement de « ma prime rénov », le dispositif permettant à ceux qui en ont déjà les moyens de se faire financer une partie des travaux de rénovation énergétique de leur logement. Comme s'il n'était pas responsable de ce genre de coupes budgétaires, qui ne concerne jamais les budgets militaires ou les subventions aux grands patrons !

Le même Macron n'avait rien trouvé à redire au vote de la loi Duplomb qui permettra le retour de pesticides dont la toxicité est connue, ni à la multiplication des retenues d'eau (les fameuses mégabassines). Pour couronner le tout, la loi favorisera les autorisations pour l'implantation de fermes-usines, voire supprimera l'autorisation préalable dans le cas des élevages bovins.

Dans le même temps, on apprend que, depuis des années, les eaux de certaines sources Perrier (groupe Nestlé) sont polluées – entre autres par des matières fécales : vive les élevages industriels ! – et nécessitent un traitement incompatible avec l'appellation « eau minérale naturelle ». Mais peu importe, il a suffi de bidonner le rapport pour les rendre à nouveau « naturelles ». Les actionnaires du groupe agissent en toute impunité grâce à la complicité de longue date de Macron, qui a travaillé pour eux en tant que banquier d'affaires juste avant de rejoindre le ministère de l'Économie.

Dans le même temps, les médecins libéraux de l'Union régionale des professionnels de santé ont lancé une alerte sur la teneur bien trop élevée en cadmium, un métal lourd classé comme cancérigène, des céréales, des barres de céréales, mais aussi des pâtes et du pain (voir notre article page 8). Inutile de chercher une échappatoire : vous n'y couperez pas, tous les sols sont imbibés de ces produits dont la loi Duplomb va assurer la pérennité.

J.-J. F • 10/06/2025

## 3<sup>e</sup> ÉDITION DES RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES

Inscrivez-vous !





# SUPPRESSION DES ZFE : NE PARTAGEONS PAS LA ROUTE AVEC LE RN !

Le 28 mai, un vote à l'Assemblée a mis fin aux zones à faibles émissions (ZFE) qui interdisent aux véhicules les plus anciens l'accès au centre des grandes villes. Ce vote n'est pas définitif et les ZFE pourraient finalement survivre à la coalition de circonstance Droite-RN-LFI qui a voté pour leur suppression. Mais la situation est tout de même révélatrice des deux options politiques défendues par les partis institutionnels : écologie pour les bourgeois ou démagogie pro-voiture.

## LA VILLE ET LES TRANSPORTS, MALADES DU CAPITALISME

Le capitalisme concentre la production et les travailleurs dans de gigantesques métropoles tandis qu'il transforme de larges espaces ruraux en déserts sociaux. Dans les grandes villes, les prix de l'immobilier montent en flèche, refoulant en banlieue les classes populaires, tout en maintenant l'obligation de se déplacer vers les centres des villes pour aller au travail, aux courses, aux loisirs, etc. Alors, forcément, interdire aux vieilles voitures d'y rentrer comme le veulent les ZFE, c'est interdire à ceux qui les conduisent d'y circuler, c'est avouer que dans cette société la ville est un produit de luxe !

## LA « LIBERTÉ » AVEC L'AUTOMOBILE ?

Pour autant, la manière dont l'extrême droite se vante de la suppression des ZFE passe sous silence les 40 000 personnes qui meurent chaque année de la pollution de l'air. Qu'importe, il faut laisser les automobilistes « libres », libres d'aller se faire exploiter au travail pour gagner leur vie, libres de revenir chez eux dans une zone « choisie » en fonction de ce qu'ils peuvent se payer avec leur salaire. Derrière sa démagogie pro-voiture, le RN défend comme à son habitude l'ordre établi.

L'État est du côté du tout-voiture, car non seulement cela déplace sur l'usager le coût du transport, mais cela assure aux constructeurs des profits bien plus élevés que le développement des réseaux de transport collectif. La voiture est devenue le seul moyen « raison-

nable » pour se déplacer, en tout cas le plus rapide : quand il n'y a qu'un seul choix, qui peut parler de liberté ?

D'autant que cette « liberté » se monnaie cher : il faut acheter une voiture, payer son essence, son entretien, son assurance... Une étude récente rappelait que 82 % des titulaires du permis se disent fréquemment empêchés de conduire et que 44 % y renoncent, souvent, pour une raison matérielle ou liée à la conduite elle-même (trafic routier, problèmes de stationnement, etc.).

## TRANSPORTONS-NOUS VERS UNE AUTRE SOCIÉTÉ !

Quelques mesures d'urgence : développer massivement les transports en commun et les rendre gratuits, en finir avec la spéculation qui génère pénurie de logements et hausse des prix.

Il faut également en finir avec la dictature capitaliste de l'horloge : les travailleurs en quart ou de nuit ne bénéficient presque plus de transports collectifs. Vouloir gagner du temps dans les transports parce que nous le perdons au travail, quel paradoxe ! De ce dernier point de vue, réduire le temps de travail, supprimer le travail de nuit qui n'est pas indispensable et, plus encore, mettre fin l'exploitation capitaliste sont sans aucun doute les plus fondamentales des mesures écologiques.

BASTIEN THOMAS • 10/06/2025

# TOUS LES KANAK EMPRISONNÉS À LA SUITE DES ÉMEUTES DOIVENT ÊTRE LIBÉRÉS ET POUVOIR RENTRER CHEZ EUX !

Mardi 3 juin, les trois magistrats instructeurs du dossier des indépendantistes kanak déportés en métropole par la justice coloniale française ont rendu leur conclusion : au vu des éléments du dossier, il n'y a pas lieu de maintenir en détention Christian Tein, Dimitri Qenegei, Guillaume Vama et Erwan Waetheane, les quatre responsables de la cellule de coordination des actions de terrain<sup>1</sup>. C'est la CCAT qui avait pris en main le mouvement qui avait suivi les émeutes qui ont embrasé la Kanaky le 13 mai 2024 et les jours suivants. Ce soulèvement était une réponse à la décision unilatérale de Macron d'élargir le corps électoral de l'archipel, aggravant la situation des populations kanak, déjà minoritaires sur leurs propres terres du fait de la colonisation.

Immédiatement, le parquet, c'est-à-dire l'État français, a fait appel. Pourtant, les juges avaient assorti leur décision de l'interdiction de se rendre en Nouvelle-Calédonie et de prendre contact avec « les autres personnes impliquées » dans le dossier d'instruction.

Mais les dirigeants français sont revanchards. Alors que les milices armées des Blancs continuent de sévir avec la bénédiction des « forces de l'ordre » et ne sont pas inquiétées pour les morts dont elles se sont rendues coupables pendant le mouvement, ils veulent faire payer les dirigeants kanak pour la grande peur des colons.

Les arguments des juges sont intéressants en ce qu'ils montrent que l'appareil policier et judiciaire colonial ont délibérément ignoré la réalité. Christian Tein et les autres avaient été

accusés de complicité de tentative de meurtre sur dépositaire de l'autorité publique, vol en bande organisée avec arme, participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation de crimes et délits... Pas moins ! Et Gérard Darmanin, alors ministre de l'Intérieur, avait déclaré que la CCAT était une organisation « mafieuse, violente, [qui] commet des pillages, des meurtres » et n'a rien de politique. Sonia Backès, la présidente d'extrême droite de la région Sud, avait carrément qualifié Christian Tein de « terroriste », ce pour quoi elle est d'ailleurs poursuivie.

Les conclusions de l'instruction n'ont pas plu aux dirigeants français : aucune preuve que Tein ait organisé des attroupements armés. Les juges lui reconnaissent un rôle de leader incontesté, mais ils n'ont pas retenu le fait d'avoir organisé des barrages et il aurait plutôt appelé au calme ! Voilà qui en dit long sur les mensonges des dirigeants « loyalistes » et de leur porte-parole Darmanin.

Ce sont tous les Kanak arrêtés pendant le soulèvement de l'an dernier et dans les mois qui ont suivi qui doivent être libérés et rapatriés en Kanaky : au-delà du cas de quelques dirigeants emblématiques, des dizaines de jeunes Kanak ont été déportés en métropole. Les Darmanin et autres Sonia Backès doivent rendre des comptes et payer pour leurs mensonges et les exactions dont ils sont responsables.

JEAN-JACQUES FRANQUIER  
• 10/06/2025

1. Brenda Wanabo, déjà sortie de prison sous contrôle judiciaire, est autorisée à rentrer en Kanaky, de même que Frédérique Muliava.

# Une belle jambe pour Dreyfus !

Le 2 juin, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité une proposition de loi de Gabriel Attal « élevant Alfred Dreyfus au rang de général de brigade ».

Entre 1894 et 1906, la condamnation et la déportation du capitaine Dreyfus, accusé à tort d'espionnage pour l'Allemagne avait révélé l'ampleur de l'antisémitisme en France. Après sa réhabilitation et son retour dans l'armée, le grade de général lui avait été refusé.

Les politiciens veulent ainsi faire croire que le combat antiraciste se mène sur le terrain des institutions et des symboles.

La gauche, de la France insoumise au Parti socialiste, s'est empressée, des tremolos dans la voix, de communier avec la droite et l'extrême droite, les héritières directes



des antidreyfusards d'hier. Voilà qui fait une belle jambe aux victimes de l'antisémitisme et de toutes les formes de racisme d'aujourd'hui !

Pendant l'affaire Dreyfus, des révolutionnaires comme Lénine ou Rosa Luxembourg avaient pris parti pour combattre l'antisémitisme, qui empoisonne aussi la classe ouvrière. Il ne s'agissait en aucun cas de s'unir à la bourgeoisie ou de défendre ses institutions, mais au contraire de combattre le racisme et le militarisme en toute indépendance.

J.-B. PELÉ • 10/06/2025

# CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE : BONNET BLANC L'EMPORTE SUR BLANC BONNET



Le congrès du Parti socialiste a finalement réélu Olivier Faure à sa tête, avec un peu moins de 51 % des voix contre son concurrent, le maire de Rouen, Nicolas Mayer-Ros-signol. Bien malin qui pourrait distinguer une différence de ligne politique dans les programmes, les discours et les actes des deux rivaux.

L'un est partisan d'une large union de la gauche non-mélenchoniste, l'autre de la construction d'« un grand parti » réunissant les socialistes et ceux qui gravitent autour, bien sûr sans Mélenchon. On voit toute la différence ! Car leur principale préoccupation, c'est la lutte des places, le nombre des élus du parti et l'élection présidentielle de 2027. Malgré la

multiplicité des ambitions, il faudra pourtant bien qu'ils trouvent un ou une candidate... qui réalisera plus que les 1,75 % d'Anne Hidalgo en 2022. Ce n'est pas gagné.

À part ça, les deux sont bien d'accord pour que leur groupe parlementaire ne fasse aucune obstruction au gouvernement Bayrou et lui permettre d'appliquer sa politique anti-populaire. En réalité, ils se préparent, si les circonstances s'y prêtent, à retourner au gouvernement et à gérer à nouveau, comme sous la présidence de François Hollande, les affaires de l'État au bénéfice de la bourgeoisie française.

M.G. • 10/06/2025



# Gaza : Israël fournit des armes à des gangs criminels

Le 5 juin, Netanyahu a reconnu que l'armée israélienne avait armé des Palestiniens « opposés au Hamas ». Il affirme que cela permettrait de « sauver la vie de soldats israéliens ». L'État israélien est coutumier de ce genre de chose. Pour affaiblir l'OLP, il avait ainsi soutenu... le Hamas !

Il s'agit en réalité de gangs liés au crime international et, pour certains, à Daech. Le leader de la tribu bédouine Yasser Abu Shabab a ainsi purgé plusieurs mois de prison pour différents meurtres qu'il avait commandités dans la bande de Gaza, ainsi que pour trafic de drogue et proxénétisme. Libéré après les bombardements de l'armée israélienne qui ont aussi touché les prisons, il s'est reconverti dans l'attaque armée de convois d'aide humanitaire. L'historien Jean-Pierre Filiu, qui s'est rendu dans la bande de Gaza avec l'association humanitaire Médecins sans frontières, a rapporté plusieurs cas d'attaques perpétrées par ce gang avec la complicité de l'armée israélienne.

Quant à la « Fondation humanitaire pour Gaza », créée de toutes pièces fin mai par Washington et Tel Aviv, pour donner le change, elle fait encadrer ses centres de mercenaires privés pour prétendument « sécuriser » ses distributions. L'armée israélienne a tiré à plusieurs reprises sur la foule de civils allant chercher de la nourriture faisant des dizaines de morts. Cet armement de véritables milices criminelles, supplétifs de l'armée, est un nouveau cran franchi dans la barbarie.

A. P. • 10/06/2025

# En plein génocide, la France continue ses livraisons d'armes à Israël

Depuis quelques semaines, Emmanuel Macron faisait mine de s'émouvoir de « la situation humanitaire intolérable à Gaza » tout en affirmant vouloir faire sa priorité de « l'obtention d'un cessez-le-feu ». Mais, pour faire taire les armes, encore faut-il ne pas en livrer !

Le média d'investigation *Disclose* révélait, mercredi 4 juin, qu'un cargo en provenance d'Israël devait accoster le lendemain au port de Fos-sur-Mer pour y embarquer 14 tonnes de pièces détachées pour du matériel militaire. Ces pièces, fabriquées par la société française Eurolinks, devaient ensuite être livrées à Israel Military Industries, un des principaux fournisseurs de l'armée israélienne. Elles entrent notamment dans la composition des munitions pour les fusils-mitrailleurs de l'armée israélienne. Les mêmes qui ont par exemple été utilisés lors du massacre de la farine, le 29 février 2024, lorsque des soldats israéliens avaient tiré sur une foule de Gazaouis affamés, venus chercher un peu de nourriture lors d'une distribution humanitaire. Plus de cent Palestiniens avaient été tués.

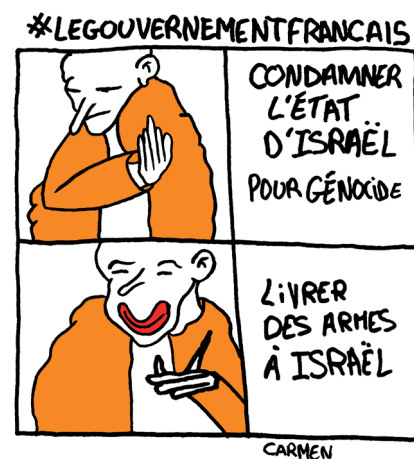
Début octobre 2024, Macron se prononçait pour l'arrêt des « livraisons d'armes pour mener des combats à Gaza » et affirmait « La France n'en livre pas ». Pourtant, Eurolink a expédié le même type de cargaison vers Haïfa les 4 avril et 22 mai derniers. Même si la France affirme que les munitions livrées le sont sous licence de ré-exportation, dans les faits il est impossible de vérifier comment elles sont utilisées.

Alors qu'Emmanuel Macron affirmait récemment vouloir durcir sa position vis-à-vis du gouvernement de Netanyahu, ces révélations démontrent toute l'hypocrisie et le cynisme de la politique française de soutien à Israël. Pour la France comme pour les autres puissances impéria-

listes, États-Unis en tête, l'État juif est un relais sur lequel s'appuyer pour faire régner l'ordre dans la région. Ainsi, début mai, Israël bombardait des infrastructures yéménites, aux mains des rebelles Houthis qui menacent régulièrement le trafic maritime dans le passage stratégique de la mer Rouge. Aux yeux de Macron, de tels services valent bien de fermer les yeux sur un génocide. D'autant plus quand celui-ci peut améliorer les affaires de quelques capitalistes français !

La CGT des dockers de Fos-sur-Mer affirmait que la cargaison qui devait être embarquée ce jeudi avait été mise de côté et que les travailleurs du port refuseront de la charger. Le lendemain le porte-conteneurs reprenait le chargement de matériel militaire et le directeur de la société qui gère le port affirmait qu'il serait renvoyé à son expéditeur. Voilà qui rappelle que les travailleurs faisant tout tourner, ils sont capables d'agir pour empêcher le génocide en cours à Gaza.

ARTHUR SYLVESTRE • 10/06/2025



# UN « ÉTAT PALESTINIEN »... OU UN BANTOUSTAN COLONIAL ?

Le 30 mai, Macron déclarait que c'était un « devoir moral » de reconnaître un État palestinien. Dix jours plus tard, la morale semble avoir disparu : la conférence internationale sur « la solution à deux États » qui doit se tenir à New-York du 17 au 21 juin prochain sous la présidence de la France et de l'Arabie saoudite ne se concentrera en réalité que sur la définition des étapes vers la reconnaissance, qui dépendra d'une « série de mesures et de concessions de la part des Palestiniens » !

## LA GAUCHE EN CHŒUR POUR RECONNAÎTRE UN ÉTAT PALESTINIEN AUX CÔTÉS D'ISRAËL

À gauche, de LFI au PS en passant par le PCF, cette revendication est désormais au centre. Mathilde Panot s'était même félicitée des déclarations de Macron au lendemain du 30 mai : « Enfin. Ce geste, arraché de haute lutte, ne doit pas rester un mot. Il doit se traduire en acte. » Le ministre des Affaires étrangères espagnol, José Manuel Albares (socialiste), est allé jusqu'à évoquer la « suspension immédiate » de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël, et même des sanctions individuelles contre des personnalités « faisant barage à la création d'un État palestinien viable, comme le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu ». Diantre !

Les dirigeants impérialistes veulent donc s'assurer de qui gouvernera les Palestiniens et imposer la reconnaissance de l'État israélien.

## MAIS DE QUEL « ÉTAT » PARLE-T-ON ?

Avant même la reculade de Macron, les limites avaient été fixées : un éventuel État palestinien devra « normaliser ses relations avec Israël », procéder au « désarmement du Hamas » et apporter des « garanties de sécurité pour Israël ». Les dirigeants impérialistes veulent donc s'assurer de qui gouvernera les Palestiniens et imposer la reconnaissance de l'État israélien.

Or, cet État est né de la partition de la Palestine orchestrée par les sionistes soutenus par les impérialistes en 1947. À l'issue des différentes guerres qu'il a menées contre les États arabes et, surtout, contre le peuple palestinien, les territoires de ce dernier se retrouvent divisés en deux parties disjointes : la bande de Gaza, et la Cisjordanie. Les Palestiniens sont éclatés, entre les réfugiés vivant à l'intérieur de Gaza ou de la Cisjordanie, les réfugiés vivant dans des pays voisins, et ceux vivant dans les frontières d'Israël, théoriquement citoyens israéliens, mais victimes de multiples discriminations.

Les aspirations du peuple palestinien [...] sont incompatibles avec le maintien de l'État colonial israélien [et] le maintien des frontières actuelles de la région.

Il y a trente ans, les accords d'Oslo avaient déjà fait miroiter la reconnaissance d'un État palestinien. L'Organisation de libération de la Palestine (OLP), alors dirigée par Yasser Arafat, avait accepté la reconnaissance de l'État israélien, pour mettre en place « l'Autorité palestinienne », exerçant un pouvoir très limité sur les territoires palestiniens divisés en zones « A, B, et C », où, en réalité, c'est l'État israélien, par

## STOP AU GÉNOCIDE & À LA COLONISATION !



le biais des colonies, qui exerce le pouvoir. Dans les faits, l'Autorité palestinienne est devenue un supplétif de l'État israélien contre les aspirations du peuple palestinien.

Or ces aspirations sont incompatibles avec le maintien de l'État colonial israélien comme il est incompatible avec le maintien des frontières actuelles de la région. Aucune solution ne pourra venir d'une « reconnaissance d'un État palestinien » par les impérialistes : elle ne pourra venir que de la mobilisation révolutionnaire des peuples de la région.

AURÉLIEN PÉRENNA • 10/06/2025

Sur notre site &gt;&gt;





# DES MILLIERS DE MANIFESTANTS À PARIS CONTRE LE MASSACRE À GAZA

Lundi soir, 9 juin, alors que le bateau humanitaire arrivant au large de Gaza pour dénoncer le blocus était arraisonné et les militants à bord arrêtés en Israël, à Paris ce sont des milliers de manifestants qui ont défilé place de la République : une dominante de jeunes aux côtés de manifestants plus âgés, beaucoup de femmes, d'origine maghrébine notamment ; une manifestation plus nombreuse que celles qu'on avait vues jusque-là en France, bien qu'elle ait été improvisée dans la journée.

Dans cette guerre menée à Gaza, les massacres de ces dernières semaines, la volonté clairement affichée par Israël de vider toute la population de Gaza réduite à la famine au milieu des ruines, soulève de plus en plus

d'indignation. Les slogans contre le massacre perpétré par Israël étaient ponctués de dénonciations de l'appui que lui apportent toutes les grandes puissances et de l'hypocrisie de Macron.

Un climat de solidarité avec le peuple palestinien et de révolte qui faisait chaud au cœur, monté d'un cran par rapport à toutes les manifestations organisées depuis octobre 2024. Et qui ne retombera pas.

En début de semaine une caravane de militants tunisiens et algériens (plusieurs milliers de personnes) « Caravane de la résistance », est partie de Tunis, arrivée à Medenine au sud du pays mardi, direction Rafah en traversant Libye et Égypte pour rompre le blocus de Gaza. C'est bien cette solidarité des peuples de la région qui bravent leurs propres gouvernements et se reconnaissent eux-mêmes dans les pauvres de Gaza dont les Palestiniens ont le plus besoin.



DES MILLIERS DE PERSONNES SUR LA PLACE DE LA RÉPUBLIQUE, À PARIS, LE 9 JUIN

## LIBERTÉ POUR ASHRAF OMAR ET SHADY MOHAMED, PRISONNIERS POLITIQUES SOCIALISTES EN ÉGYPTE



Respectivement dessinateur de presse et syndicaliste dans l'industrie textile, ils sont tous deux en prison depuis plusieurs mois, à l'image de milliers de prisonniers politiques sous le régime d'al-Sissi.

Les deux militants ont subi de nombreuses violences : le jour de son arrestation, Ashraf Omar a disparu pendant plus de 60 heures, pendant lesquelles il a été torturé dans un endroit inconnu, tandis que Shady Mohamed a engagé une grève de la faim de plusieurs semaines pour faire respecter ses droits élémentaires (dont celui de garder ses lunettes !).

Sissi s'emploie à réprimer dans l'œuf toute contestation à sa politique, mais certains parviennent à exprimer leur opposition au régime - comme ces militants des syndicats indépendants de médecins, avocats, journalistes...

Nous exprimons toute notre solidarité avec les prisonniers politiques d'Égypte et la campagne internationale pour leur libération.

Retrouvez notre article complet >>



## Syrie : des massacres adoubs par Washington

Le 2 juin, l'envoyé de Washington en Syrie, Thomas Barrack, a approuvé l'intégration à l'armée régulière de combattants étrangers affiliés à Hayat Tahrir al-Cham (HTC), qui a pris le pouvoir en décembre dernier, voire issus de Daech ou Al-Qaïda... comme le président par intérim Ahmed al-Charaa.

### UN PAYS AU BORD DE L'IMPLOSION ?

En mars, des miliciens, notamment des Ouïghours du Parti islamique du Turkestan (TIP), qui fait partie des organisations nouvellement intégrées à l'armée, ont assassiné au moins 1 600 membres de la minorité religieuse alaouite, à laquelle appartient Assad. Les meurtres et enlèvements continuent, avec des femmes réduites en esclavage sexuel. La minorité musulmane druze est elle aussi prise pour cible. Fin avril et début mai, des affrontements entre groupes armés ont fait au moins une centaine de morts au sud de Damas.

La division du pays en territoires aux mains de seigneurs de guerre sponsorisés par différentes puissances régionales, a permis à HTC de prendre le pouvoir en décembre 2024. Ce morcellement est loin d'être terminé.

Au sud, le Golan est occupé par l'armée israélienne. Netanyahu, se proclamant défenseur des Druzes, veut le placer sous protectorat. Au nord, 20 000 soldats turcs sont

toujours présents, aux côtés de groupes alliés, et font face aux Forces démocratiques syriennes, principalement dominées par le Parti de l'union démocratique (kurde), qui contrôle le quart nord-est. Au centre, Daech maintient quelques zones et reconstitue ses forces.

### RÉTABLIR L'ORDRE COÛTE QUE COÛTE

Le 20 mai dernier, le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, déclarait que la Syrie était peut-être à quelques semaines d'un « effondrement potentiel et d'une guerre civile de grande ampleur aux proportions épiques ». Sa préoccupation principale est de relancer les affaires dans un pays entièrement détruit, miné par la pauvreté et en proie à la guerre. Depuis la chute d'Assad, seuls deux contrats significatifs ont été signés avec des grandes entreprises : avec la CMA CGM pour continuer à gérer le port de Lattaquié, et avec un consortium d'entreprises des États-Unis, du Qatar et de Turquie, pour la reconstruction du réseau énergétique.

Si pour revenir à l'ordre, il faut encore massacrer des populations entières, ni al-Charaa, ni Trump, ni aucun patron de multinationale n'auront le moindre scrupule.

JEAN-BAPTISTE PELÉ • 10/06/2025

## POLOGNE Un président d'extrême droite en remplace un autre

Dimanche 1<sup>er</sup> juin, le candidat du PiS (Droit et justice), Karol Nawrocki a remporté avec 50,89 % le deuxième tour de l'élection présidentielle face à Rafał Trzaskowski, soutenu par le Premier ministre, Donald Tusk et son parti, considéré comme « centriste ». Il prend ainsi la succession d'Andrzej Duda, lui aussi au PiS.

Anti-migrants, anti-avortement et anti-LGBT, Nawrocki a fait campagne contre la « bureaucratie de l'Union européenne » et n'hésite pas à brandir le chauvinisme agressif qui est une des caractéristiques de toutes les extrêmes droites du monde, comme dans son slogan de campagne : « La Pologne d'abord, les Polonais d'abord. »

De son côté, la coalition gouvernementale qu'il prétend combattre, au pouvoir depuis un an et demi, n'a pas rétabli le droit à l'avortement, contrairement à toutes ses

promesses. Elle a autorisé les garde-frontières à tirer à balles réelles sur les migrants qui tenteraient de franchir la frontière avec la Biélorussie. Donald Tusk a déclaré vouloir limiter les aides aux migrants, y compris ukrainiens.

Le président, qui a peu de pouvoir, dispose d'un droit de veto sur les lois votées par le Parlement. En tout cas, il ne s'opposera pas au vote du budget militaire que tous veulent porter à 5 % du PIB.

Deux autres candidats encore plus à l'extrême-droite que Karol Nawrocki, avaient rassemblé 21,5 % des suffrages au premier tour. C'est dire si la course aux idées les plus réactionnaires a marqué la campagne présidentielle !

MICHEL GRANDRY • 10/06/2025



# GRÈVE À IZMIR : LE CHP FAIT LA GUERRE AUX TRAVAILLEURS

Près de 23 000 travailleurs de la municipalité d'Izmir (ville portuaire sur la mer Égée, la troisième du pays) se sont mis en grève pour demander de meilleurs salaires et conditions de vie, alors que l'inflation à plus de 90 % continue de dévorer les revenus de la classe ouvrière de Turquie. Le Parti républicain du peuple, le CHP (principal parti d'opposition à Erdoğan), qui dirige la mairie d'Izmir depuis des décennies, s'est attaqué violemment aux travailleurs – avec l'aide de la direction du Disk, la Confédération des syndicats révolutionnaires.

Comme les autres villes du pays, la municipalité d'Izmir a recours en masse à la sous-traitance privée. Les travailleurs employés par ces entreprises sont bien moins payés (44 455 livres soit 991,57 euros) que leurs collègues du « public » (59 270 livres, soit 1322 euros), d'où leur revendication d'une augmentation de salaire de 60 % au lieu des 29 % proposés par la mairie : « À travail égal, salaire égal ». Pendant une semaine, la ville s'est arrêtée sous l'action de la grève, celle-ci étant par exemple majoritaire chez les éboueurs, mais aussi puissante dans l'administration, le secteur du jardinage, conducteurs de bus...

Le maire, Cemil Tugay, s'est déchaîné contre la grève. La direction du CHP et ses relais se sont employés à calomnier les grévistes

## DERRIÈRE SES DISCOURS DÉMOCRATIQUES, LE CHP RESTE UN PARTI D'EXPLOITEURS

Le maire, Cemil Tugay, s'est déchaîné contre la grève. La direction du CHP et ses relais se sont employés à calomnier les grévistes sur les réseaux sociaux et les médias, accusant ceux-ci de faire le jeu d'Erdoğan, qui multiplie les arrestations d'élus du CHP depuis plusieurs mois. Les grévistes ont été dépeints comme des privilégiés au salaire deux fois supérieur au salaire minimum, lui-même en dessous du seuil de pauvreté. À ces discours anti-ouvriers s'est ajouté la démagogie anti kurde appelant à « renvoyer les travailleurs originaires de

Dersim ou Mardin [deux villes du Kurdistan turc], garder les vrais habitants d'Izmir », ou sous-entendant que les Kurdes avaient planifié la grève pour saboter le CHP dans le cadre du « processus de paix » avec Erdoğan. Et quand les mots ne suffisaient pas, la mairie a cherché à briser la grève en envoyant des fonctionnaires et des jeunes ramasser les poubelles, armés de bâtons pour menacer les grévistes.

La grève s'est finalement conclue le 4 juin, après la signature d'un accord entre la mairie et le syndicat local Disk, sans réelle avancée pour les travailleurs : à peine 1 % de plus que les 29 % d'augmentation que la mairie avait proposé, soulevant la colère tant c'était en dessous de la perte due à l'inflation, et la promesse de 19 % de plus... mais dans six mois. La direction du syndicat, liée au CHP (le parti du maire) a conclu de nombreux autres accords dans le dos des travailleurs dans d'autres villes, comme à Istanbul et Bursa. Mais ils ont pu recevoir le soutien du syndicat des travailleurs de la mer Égée, tandis que de nombreuses grèves sur les salaires continuent dans différents secteurs (chimie, automobile, raffineries) ou contre des licenciements arbitraires dans les municipalités (qu'elles soient gérées par le pouvoir ou l'opposition).

L'expérience de cette grève rappelle pourquoi les travailleurs ou la population kurde n'ont pas soutenu en masse le CHP face à la répression organisée par Erdoğan : malgré ses discours sur la démocratie, ce parti reste un parti bourgeois incapable d'offrir des perspectives aux exploités ou aux opprimés. Ceux-ci ne peuvent compter que sur leurs propres forces.

STEFAN INO • 10/06/2025

## Trump-Musk : je t'aime, moi non plus

Entre l'homme le plus riche du monde et le président de l'État le plus puissant, rien ne va plus ! Le grand amour n'aura pas duré plus d'une année avant qu'ils ne s'insultent publiquement, se traitant « d'ingrat » et de « fou ». Il semblerait que le clash ait surgi à propos du projet de budget de Trump, « une grande et belle loi » selon le président et « une abomination » pour le milliardaire... et pour cause, elle réduit les subventions aux véhicules électriques alors que Tesla n'est déjà pas en très bonne forme. Trump et son clan, de leur côté, sont en train d'investir des milliards sur le business des crypto-monnaies et s'en mettent plein les poches.

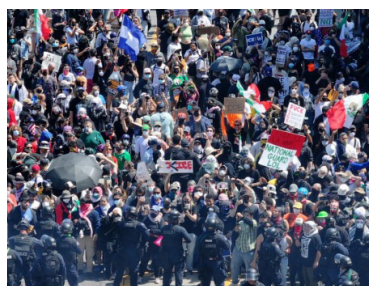
Musk a donc quitté le « Doge », cette agence gouvernementale chargée de faire des économies sur le fonctionnement de l'État. Il y aura quand même eu le temps de licencier des dizaines de milliers de fonctionnaires et aucun travailleur ne le regrettera.

Cette querelle, qu'on croirait relever de la cour de récréation, exprime peut-être des choix différents de certains secteurs de la bourgeoisie. Mais le côté ridicule et répugnant de Trump et Musk, ces personnages grossiers et brutaux, mus principalement par la soif de pouvoir et d'argent, n'est au fond qu'une représentation à peine caricaturale de la société capitaliste qu'ils incarnent et défendent.

M.G. • 10/06/2025

## LOS ANGELES SE SOULÈVE POUR EMPÊCHER LES DÉPORTATIONS DE TRAVAILLEURS MIGRANTS ET LEURS FAMILLES

Retrouvez l'article de nos camarades américains de Speak Out Now :  
[npa-revolutionnaires.org/manif-los-angeles](https://npa-revolutionnaires.org/manif-los-angeles) >>



Les descentes de la police de l'immigration (ICE) à Los Angeles font suite à plusieurs attaques similaires à travers le pays. Il y a une semaine, une vingtaine d'agents vêtus d'équipements tactiques ont débarqué à bord de véhicules blindés dans un quartier résidentiel du centre-ville de San Diego, en Californie, et ont arrêté 19 travailleurs dans un restaurant. Heureusement, l'ICE est de plus en plus confrontée à des foules organisées, de Minneapolis à Chicago en passant par l'Ohio, et maintenant à Los Angeles. Les affrontements se poursuivent depuis dimanche, journée de résistance généralisée contre la police qui a rappelé les rébellions qui ont suivi le meurtre de George Floyd en 2020 et le passage à tabac de Rodney King en 1992. La mobilisation s'étend aux villes voisines, notamment Compton, Long Beach et Inglewood, des quartiers populaires à majorité noire et latino, amenant les forces de l'ordre à se retirer face à cette révolte bien légitime.



**CAMP D'ÉTÉ  
INTERNATIONALISTE**  
30 juillet au 3 août  
Ségovie

**CONSTRUIRE  
UN PÔLE DES  
RÉVOLUTIONNAIRES**

**Découvrez  
le programme**

**ORGANISATEURS :**  
NPA-Révolutionnaires (France)  
OKDE-Spartakos (Grèce)  
Speak Out Now (États-Unis)  
IZAR (État espagnol)  
RSO (Allemagne et Autriche)

**JOUR 1**  
31-07  
**L'IMPÉRIALISME AUJOURD'HUI**  
Vers une nouvelle ère de guerres et de révolutions ?  
Les politiques de Trump pour renforcer la domination américaine.  
Les rivalités entre grandes puissances. La montée des tensions militaires.  
Comment combattre le militarisme ?

**PLÉNIER**  
++ DES ATELIERS-DÉBATS

+ RÉUNIONS DE DÉLÉGATIONS

**JOUR 2**  
01-08  
**COMMENT COMBATTRE L'EXTRÊME DROITE ?**  
Combattre la montée de l'autoritarisme, du nationalisme, du racisme diffusé par en haut. L'extrême droite populiste comme aboutissement de l'offensive patronale. Faire face aux fausses solutions de la gauche. Défendre l'unité de la classe ouvrière.

**PLÉNIER**  
++ DES ATELIERS

COMMISSIONS — jeunes ouvrière

**JOUR 3**  
02-08  
**QUEL PARTI POUR QUELLE  
STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE ?**  
Le rôle central de la classe ouvrière à l'échelle du monde. Les soulèvements populaires depuis 2010, une immense énergie pour l'instant canalisée entre répressions et impasses institutionnelles. Des mouvements de masse à la grève générale, l'actualité de notre stratégie communiste.

**PLÉNIER**  
++ DES ATELIERS DÉBATS

**MEETING DE CLÔTURE**  
Climat, guerres, inégalités, oppressions -  
L'URGENCE DE RENVERSER LE CAPITALISME ! CONSTRUIRE  
UN PÔLE DES RÉVOLUTIONNAIRES À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE.

Trump a envoyé la garde nationale et il menace d'instaurer la loi martiale qui lui donnerait tous les pouvoirs par le biais de l'armée. Le gouverneur de Californie, comme la maire de Los Angeles, tous deux démocrates, s'y opposent. Ils traitent le président de fou et dénoncent des dérives dictatoriales. Certes... Mais ils se présentent surtout comme ceux qui auraient empêché l'escalade, qui auraient permis que les déportations de travailleurs latinos se déroulent en silence ! Les conditions de vie, la répression, la violence que subissent les travailleurs migrants n'ont jamais préoccupé les démocrates. Le gouverneur de Californie a lui-même mené des politiques anti-sociales d'expulsion contre des campements de migrants et laissé l'ICE agir en toute impunité avant les mobilisations.

Ici comme là-bas, ceux que les patrons et leurs larbins appellent des « clandestins » sont des travailleurs qui font tourner la société – et leur statut de sans-papiers en font souvent les plus exploités. Les manifestations de Los Angeles ont montré qu'il est possible de se défendre. Unis, les travailleurs, avec ou sans papiers, les chômeurs, les jeunes et les retraités, sont capables de se rassembler pour empêcher les expulsions, refuser la division et faire reculer les parasites qui vivent de leur exploitation. Un exemple à suivre en France, face à Re-tailleau, Macron et leur racisme décomplexé !



Cette semaine, le gouvernement annonce des attaques sur le système de santé, au prétexte de vouloir rétablir « l'équilibre financier » de la Sécurité sociale d'ici 2029. Dernière menace en date, durcir les conditions de remboursement des soins des personnes en « affection de longue durée » (ALD). Mais ce « trou de la Sécu » est artificiellement creusé. Le chômage et l'effritement des rémunérations des travailleurs grèvent les ressources d'un système financé avec l'argent des salaires. Et dans le même temps, les gouvernements, de droite comme de gauche, ont multiplié les cadeaux aux patrons en réduisant les cotisations que ces derniers doivent payer : les remises ont été multipliées par quatre en dix ans. L'État est obligé de compenser la quasi-totalité de ces exonérations, mais on peut noter que, depuis

quelque temps, un reliquat n'est pas compensé : en 2023, il était tout de même de 2,6 milliards. Ce « déficit » est un prétexte pour justifier leur politique et pour satisfaire les intérêts des entreprises. C'est bien l'assurance-maladie qui finance les cliniques, les labos, la médecine libérale, les équipements et les médicaments... et les banques, car au passage, pour rembourser cette « dette » de la Sécu, l'État emprunte. Ces vingt dernières années, ce sont 61 milliards d'euros qui ont été versés en intérêts. Les ressources des travailleurs, issues des cotisations sociales et des impôts, alimentent les caisses des capitalistes de la santé et des banques. Ça ruisselle, mais de bas en haut ! Si on les laisse faire, ce qui nous attend se lit dans les préconisations de la Cour des comptes : s'attaquer aux soignants en intérim (donc moins

remplacer), réduire les fonctions dites « support » (virer des collègues du type secrétaire médicale), externaliser (embaucher sous des statuts plus défavorables), multiplier les partenariats public-privé (qui permettent aux entreprises de faire de l'argent sur la construction et l'entretien des hôpitaux). De manière générale, aggraver l'exploitation : course au rendement, harcèlement, suppression de postes, sous-effectif permanent. La seule conséquence de tout cela : réduire les possibilités de soins et faire plus avec moins de collègues. Bref, alourdir la charge de travail des hospitaliers et dégrader la qualité et l'accès aux soins. Retour dans ce dossier sur quelques absurdités du système de santé et folies du capitalisme.

KRIS MICLOS • 10/06/2025

## DÉSERTS MÉDICAUX ET PÉNURIE DE MÉDECINS : À QUI LA FAUTE ?



Le mois dernier, plusieurs milliers d'étudiants en médecine ont manifesté contre le projet de loi visant à « réguler l'installation » des nouveaux médecins généralistes. Une mesure défendue par le gouvernement au nom de la lutte contre les déserts médicaux, mais sur laquelle il a fait en partie marche arrière devant la pression de la corporation. Pourtant, elle était déjà bien insuffisante pour compenser des décennies de politiques d'austérité.

### UN ACCÈS À LA MÉDECINE DE VILLE DÉGRADÉ

Selon le service statistique ministériel de la santé, en 2024, près de six millions de Français n'ont pas de médecin traitant. Dans diverses régions, les délais moyens d'attente sur Doctolib s'allongent parfois à plus de 80 jours pour certaines spécialités. Il faut aussi de plus en plus souvent parcourir des dizaines de kilomètres pour consulter, même un médecin généraliste. Cette pénurie n'est pas un hasard, elle résulte en partie des restrictions longtemps imposées à la formation d'étudiants en médecine.

### UNE PÉNURIE PLANIFIÉE...

Des « conseillers techniques » le disent dès la fin des années 1970, trop de médecins, ce serait synonyme de trop de dépenses. Le gouvernement décide alors de limiter l'accès à la profession. Comme le sera d'ailleurs l'accès à la formation d'infirmières. En 1976, la ministre de la Santé, Simone Veil, affirme qu'il y aura « bientôt trop de médecins en France ». Entre 1977 et 1993, le numerus clausus passe de 8 500 à 3 500 places par an, soit une chute de près de 60 %.

Conséquence : dans les années 1990 et 2000, un déficit massif de médecins se prépare. Pourtant, rien n'est fait. Le numerus clausus ne remonte doucement qu'à partir du début des années 2000 atteignant à nouveau 8 000 en 2018, deux ans avant d'être supprimé, remplacé par un « numerus apertus » défini par les capacités d'accueil des universités et non seulement en fonction des intérêts corporatistes défendus par des syndicats de médecins. Une partie des postes vacants sont occupés par des médecins étrangers précaires, payés au rabais. Quant à l'augmentation des capacités d'accueil des facs de médecine, leurs effets seront forcément lents : il faut dix ans pour devenir médecin.

« Les inégalités d'accès aux soins se renforcent [...] c'est le résultat de politiques restrictives dans l'accès à cette profession et de décennies d'austérité. »

### ... AU PROFIT DE LA MÉDECINE LIBÉRALE

La pénurie est encouragée par le fonctionnement de la médecine libérale. Les médecins sont rémunérés à l'acte, selon une grille fixée par la Sécurité sociale. Plus les actes sont nombreux, plus les revenus augmentent. Cette logique est à l'opposé d'un accompagnement médical humain, et favorise les gestes facturables et les consultations rapides.

La convention médicale conclue entre les syndicats de médecins et l'État leur garantit un revenu, pris sur les fonds publics, mais elle ne leur impose rien : liberté d'installation totale, pas d'astreinte territoriale, pas d'obligation de continuité des soins. Cerise sur le gâteau : en 1980, Raymond Barre crée le secteur II, qui autorise les dépassements d'honoraires.

Depuis, certains facturent largement au-dessus des tarifs remboursables - parfois jusqu'à 200 euros ou plus la consultation.

Les inégalités d'accès aux soins se renforcent. La « pénurie » de médecins touche tout le monde... sauf les riches ! Elle n'est ni une fatalité démographique, ni le fruit du hasard : c'est le résultat de politiques restrictives dans l'accès à cette profession et de décennies d'austérité pour le système de santé.

CARMEN GORKU • 10/06/2025

« Version longue sur notre site. »



DOSSIER

## HÔPITAL

## LA SANTÉ BRAQUÉE ÉTAT D'URGENCE

### À l'AP-HP, coup de sang contre le sous-effectif

Mercredi dernier, à la prise de poste dans un service de rééducation d'un hôpital parisien : trois aides-soignantes au lieu de cinq, pour 36 patients. La situation est récurrente : depuis des mois, le service tourne avec moitié moins d'aides-soignantes et celles-ci réclament des embauches.

Mais cette fois, c'en est trop. Hors de question de se plier une fois de plus à ces conditions de travail et de soin infernales. Les soignantes refusent de prendre leur poste. Elles tirent l'alarme auprès de la direction. Malgré les pressions, elles s'en tiennent à distribuer les petits-déjeuners aux patients, et rien d'autre. En à peine une heure, le ton change, tous les cadres rappliquent : il faut faire reprendre le travail, donc étrangement, d'un coup, les solutions pleuvent, y compris les plus absurdes comme faire venir des collègues de la suppléance, quitte à les retirer des services où ils étaient en train de travailler...

Au final, la direction s'engage à respecter dès maintenant les effectifs du service, ce qui implique nécessairement d'embaucher. Des promesses à surveiller et en sachant, désormais, qu'on peut faire reculer la direction !

CORRESPONDANTE  
• 10/06/2025





TAUX

JÉE POUR LES  
ENCES

## INSTITUT GUSTAVE ROUSSY (94) : VIVE LE FRIC ET L'EXPLOITATION

Établissement privé d'intérêt collectif « à la pointe » du traitement des cancers, l'Institut Gustave Roussy (IGR) de Villejuif est, comme tout hôpital, d'abord financé par l'assurance maladie. À cela s'ajoutent les crédits publics de recherche, les legs et les dons. Un business très lucratif, qui lui permet d'ailleurs de reprendre un hôpital en Égypte via sa filiale *Gustave Roussy International*.

Malgré tout ce fric, il n'y a pas de petites économies. Une des cibles de la direction, l'équipe de suppléance, appelée « pool ». Le personnel qui y travaille est censé remplacer les absences « prévues » (arrêt maladie important, congé maternité, poste non remplacé) – ce qui en soi est déjà aberrant puisqu'en cas de longue absence, il faut embaucher.

Polyvalents et mobiles, les salariés du pool ont donc une bonne maîtrise de la cancérologie, pourtant le pool est décrié par des cadres. Certains reprochent aux collègues de ne pas avoir les compétences nécessaires pour remplacer. Alors que dire des collègues embauchés en intérim qui dépannent au jour le jour les absences imprévues ? Le but de ces critiques : que les longues absences soient d'abord compensées par des heures sup' ou par un dépannage entre départements. La collègue de chirurgie du 5<sup>e</sup> étage se retrouve par exemple *last minute* à dépanner en chirurgie au 2<sup>e</sup> pour remplacer une collègue dont l'accouchement a pris tout le monde au dépourvu... Et les salariés du pool feront, eux, les remplacements des intérimaires. En fait, en s'attaquant au pool de suppléance, il s'agit consciemment de faire faire autant à moins nombreux.

CORRESPONDANT • 10/06/2025

## NOUVEAU CHU DE NANTES : AUX PETITS SOINS DES CAPITALISTES DU BÂTIMENT ET DE LA SANTÉ

Un nouvel hôpital devrait ouvrir ses portes en septembre 2027 à Nantes, remplaçant l'ancien Centre hospitalier universitaire (CHU) du centre-ville. Le budget initial de 957 millions d'euros, allègrement dépassé d'au moins 55 millions, assure aux promoteurs, à Vinci, Legendre, Eiffage et autres trusts du BTP de confortables profits, financés en partie par les ressources propres et des emprunts contractés par le CHU. Les profits des capitalistes du bâtiment sont assurés grâce aux dettes de l'hôpital public... avec le soutien sans faille de la maire PS, Johanna Rolland, et

de sa majorité municipale « gauche plurielle ».

Alors que la métropole a gagné plus de 7000 habitants par an entre 2016 et 2022, le beau et coûteux écrin du nouveau CHU est déjà sous-dimensionné : le nombre de lits devrait demeurer du même ordre que le précédent établissement, si l'on en croit la direction. En réalité les lits d'hospitalisation baisseront, au profit de l'ambulatoire. Les cliniques et centres hospitaliers privés, déjà très puissants dans la métropole, disent merci.

La direction du CHU profite aussi du déménagement pour intensifier le travail, an-

nonçant la fusion de services, menant à une polyvalence accrue. La semaine dernière, lors d'une réunion d'information, face à des infirmières et des médecins en colère, qui leur faisaient part de leur épuisement, des dirigeants du CHU ont tenu la ligne : il n'y aura aucune embauche supplémentaire. La situation, déjà très tendue pour les hospitaliers et les soignants et menant à des drames, va donc encore se dégrader. La colère couve... le déménagement pourrait être l'étincelle !

SACHA CREPINI • 10/06/2025

## HÔPITAL PSYCHIATRIQUE DE NOVILLARS : LA COLÈRE S'ORGANISE

Depuis 25 ans, l'hôpital psy de Novillars, proche de Besançon, souffre de restrictions budgétaires annuelles. Les conditions d'accueil pour les patients se détériorent et le travail aussi. Une partie du personnel quitte régulièrement l'hôpital.

C'est le cas au pôle C, un service pour adultes où, les conditions de travail se dégradant, de nombreux soignants sont partis. Les psychologues ont suivi, puis certains médecins. Prenant alors prétexte du sous-effectif, la direction du pôle a annoncé en mai la fermeture d'une unité de quatorze lits, appelée l'Étape. Les soignantes et soignants de l'unité, accompagnés du syndicat SUD, ont donc décidé d'exprimer leur colère et ont mis des banderoles dans l'hôpital. Mardi 3 juin, l'assemblée générale a réuni une quarantaine de collègues. Le directeur et la directrice ont pointé leur nez, résolus à tenir le crachoir, mais c'était sans compter sur la réaction des présents, qui ont voté leur exclusion. Ils ont dû partir, tout pe-

nauds. Les collègues de l'Étape ont détaillé avec quel mépris la décision de fermeture du service avait été prise, pour les redispacher sur l'hôpital. Pendant cette assemblée les propositions de lutte ont fusé. La décision est prise de se mettre en grève le 10 juin, et de faire le tour de toutes les unités pour finalement envahir le CSE. La direction veut du dialogue, nous allons lui en donner.

CORRESPONDANTE • 10/06/2025



« Version longue sur notre site. »

## À l'hôpital du Rouvray, près de Rouen, la psychiatrie au bord du gouffre

La santé mentale, une grande priorité nationale avait annoncé Macron... Sept ans après la grève de la faim, au retentissement national, de huit membres du personnel soignant du Rouvray, la situation est de nouveau catastrophique. Au Rouvray, deuxième structure d'accueil psychiatrique de France en nombre de patients, la disparition inexorable des moyens alloués à la psychiatrie publique s'aggrave : démissions en série, fermetures temporaires de services, mise à un pied d'une cheffe de service, intimidations, management brutal et toxique, déplacements de malades sans l'avis des équipes soignantes, surveillance accrue des pratiques des soignants (via les données informatiques) en contradiction avec la tradition de la liberté de prescription.

Dernier épisode en date : la situation de l'unité de pédo-psychiatrie Rimbaud, dépendante du Pôle enfants et adolescents (PEA), où des salariés ont alerté en vain pendant plusieurs mois la direction de l'hôpital à propos de dysfonctionnements majeurs qui mettaient l'équipe et les patients en danger. Déclaration de danger grave et imminent (DGI), signalement à l'ARS... Mais la direction a continué d'ignorer les alertes des différents agents (psychologues, paramédicaux, médecins...). En janvier 2025, la direction et le médecin

chef du PEA ont annoncé la fermeture de Rimbaud pour trois mois. Les agents du service ont été dispersés dans plusieurs services. Sa réouverture avait été annoncée par la direction pour septembre 2025. Elle est désormais évoquée de façon hypothétique pour décembre.

La cadre de santé de l'unité, lanceuse d'alerte, a été mutée de manière punitive en janvier 2025. Le syndicat SUD Santé de l'hôpital après avoir bataillé durant plusieurs mois, a fini par contacter la presse au début du mois de mai. Cela permettra peut-être enfin de faire pression sur la direction pour qu'elle rouvre l'unité et qu'elle annule la mutation forcée de sa cheffe de service.

MARIE DAROUEN • 10/06/2025



« Version longue sur notre site. »

PAGE SUIVANTE : >>  
PROGRÈS ET HYPOCRISIE DES LOIS FIN DE VIE



## Progrès et hypocrisie des lois « fin de vie »

Les députés viennent d'adopter deux lois sur la « fin de vie » : l'une sur « l'aide à mourir », élargissant les conditions de fin de vie encadrée médicalement, l'autre sensée dédier davantage de moyens aux soins palliatifs. Reste le Sénat, qui les examinera à l'automne. Or, si le projet initial a été scindé en deux, c'est pour permettre aux députés de droite de voter la seconde sans voter la première, mais c'est aussi pour faire mine de donner les moyens aux services de soins palliatifs. Vaste hypocrisie.

### MISÈRE DES SOINS PALLIATIFS

Car, oui, autoriser que chacun puisse décider de sa fin de vie, c'est un progrès. La loi a d'ailleurs été revue à la baisse face aux réactionnaires et religieux de tous bords. Elle va certes plus loin que la loi Claeys-Leonetti de 2016 en créant la possibilité d'une « aide à mourir » pour les maladies incurables, à un stade avancé ou terminal, avant les derniers jours de vie. Mais ne seront éligibles ni les maladies neurodégénératives ou psychiatriques, ni le handicap physique ou mental... Les concernés sont les malades de cancers ou maladies graves, en stade terminal. Dont on sait, pour qui travaille dans ces services, qu'une bonne prise en charge palliative réduit les demandes de suicides assistés. Mais encore faut-il y avoir accès.

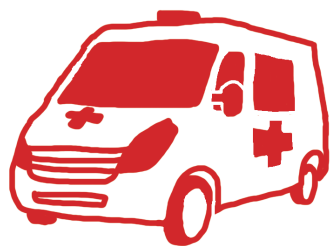
Aujourd'hui, 70 % des patients qui en auraient besoin n'ont pas accès aux soins palliatifs. En cause : déserts médicaux, sous-effectif et sous-financement généralisé. Quelle liberté et quelle dignité dans la fin de vie quand les inégalités sociales y sont aussi fortes que dans la vie, quand le système de santé est privé de tout moyen de fonctionner ? Ces mêmes députés qui votent aujourd'hui un milliard sur dix ans pour les soins palliatifs - montant qui ne permettra même pas de rattraper le retard - sont les mêmes qui chaque année sabrent le budget de la santé et des hôpitaux.

### MOURIR DANS LA DIGNITÉ... OU FAUTE DE MIEUX

Le tableau de la fin de vie, à l'hôpital, n'est pas près de s'améliorer : couloirs bondés, patients seuls, sous morphine, parfois à très forte dose, sans accompagnement ni soins élémentaires. Car la priorité managériale est au flux tendu, à l'optimisation des coûts, au séjour le plus court. À l'Ehpad, c'est encore pire, l'affaire Orpea a montré ce que les travailleurs des Ehpad dénoncent, depuis des années : le règne du chiffre et de la maltraitance, pour les plus grands profits de ce marché de la fin de vie, côté en bourse.

Ce sont les classes populaires qui en paient le prix. Dans la fin de vie, tout comme dans la maladie, les travailleurs et travailleuses sont plus exposés aux maladies chroniques et disposent de moins de ressources pour adapter leur quotidien, payer des aides techniques ou accéder à un accompagnement de qualité. Dès lors quelle prise en charge de la souffrance et comment assurer une demande « libre et éclairée » de l'aide à mourir ? C'est là toute la limite du choix individuel dans une société construite sur l'exploitation.

CÉCILE NAQUET ET HÉLÈNE ARNAUD



# À la niche ? Ou en colère dans la rue ?

« L'Assemblée a dit non à la retraite à 64 ans » titrait le journal L'Humanité du 6 juin. « À compter de ce jour, l'exécutif ne peut plus ignorer la volonté du peuple » proclamait le groupe des députés communistes à l'Assemblée et toute la gauche, de LFI aux écologistes, de se réjouir. Et la CGT d'y aller aussi de son couplet : « Ce jeudi 5 juin 2025 a enfin permis que la représentation nationale se prononce en faveur de l'abrogation de la réforme des retraites portée par Macron et le Medef. »

Que de bruit pour par grand-chose. Le 5 juin le groupe communiste à l'assemblée avait profité de sa « niche parlementaire » (le jour où un groupe peut choisir l'ordre du jour) pour proposer un vote de principe pour l'abolition de la réforme des retraites de 2023. Et c'est surtout pour soutenir cette initiative que la direction de la CGT avait choisi cette date pour appeler à une journée de grève. Une journée de grève nationale assez peu suivie, tant les objectifs semblaient flous, sauf dans des entreprises ou secteurs où des travailleurs ont saisi cette occasion pour mettre en avant, eux, leurs propres revendications.

Quant à ce vote au Parlement, il est sans utilité, puisqu'il ne s'agit que d'une simple résolution, un bout de papier qui ne décide de rien. La « représentation nationale » s'y était peu

déplacée : 233 députés sur 577 ont pris la peine de voter, en gros ceux qui étaient pour (198 pour). Et ce que les discours de victoire des députés de gauche oublient de dire, c'est que le texte de la gauche a aussi fourni l'occasion aux députés du RN, les pires ennemis des travailleurs, de se donner une allure populaire en votant pour, sans aucun risque, et de s'empresse de déclarer dans la foulée que les Français pourraient « compter sur Marine Le Pen et Jordan Bardella pour véritablement abroger » la réforme.

Vendredi 6 juin, le Conseil d'orientation des retraites en rajoutait, préconisant de reculer prochainement l'âge de la retraite de 64 à 66,5 ans ! Et là encore, loin d'en appeler à la colère des travailleurs, la secrétaire générale de la CGT se contentait de déclarer que ce rapport « n'est pas définitif », qu'il doit encore être validé par les partenaires sociaux et qu'elle compte bien à cette occasion le faire modifier.

Il va falloir plus de lutte que de niches parlementaires ou dialogues avec les partenaires sociaux du patronat pour renverser la vapeur

OLIVIER BELIN • 10/06/2025

## DANS LES TRANSPORTS EN RÉGION LYONNAISE, UN 5 JUIN COMBATIF QUI PRÉPARE LA SUITE

Au mode lourd des transports en commun lyonnais (tram, métro, funiculaire), la grève a permis de se retrouver en assemblée générale le matin pour préparer les négociations annuelles obligatoires (NAO) à venir. Le cahier revendicatif a été validé collectivement, notamment l'augmentation de 300 euros à l'embauche. Puis les traminots se sont retrouvés une vingtaine dans la manifestation, dans un cortège enthousiaste et regroupant des travailleurs des différents services. Ils ont marché en tête, derrière une banderole rutilante et tout juste confectionnée. Celle-ci a été d'autant plus remarquée que ça faisait longtemps qu'on n'avait pas vu un tel cortège TCL ! Car, que l'on parle de l'AG ou de la manifestation, ce sont des habitudes militantes qui s'étaient perdues et qui se remettent petit à petit en place.

À Keolis Porte des Alpes, qui exploite une portion du réseau de cars en Isère, les travailleurs avaient prévu un deuxième jour de grève le 6 juin. Déçus par le résultat de la NAO qui portait le taux horaire à l'embauche à 13,27 euros tandis qu'ils revendiquaient 13,60 euros, ils se sont donnés rendez-vous sur deux piquets de grève dynamiques, à Voreppe d'abord et à Goncelin le lendemain. Les réflexes de lutte hérités de la grève de janvier 2023 étaient encore bien là et des collègues qui travaillent dans des dépôts séparés parfois de 100 kilomètres étaient bien contents de se retrouver.

Dans l'immédiat, aucune de ces deux grèves ne débouche sur un mouvement reconductible. Mais elles constituent des jalons importants en vue des mobilisations prochaines..

CORRESPONDANTS • 10/06/2025





## BORDEAUX

# Agression d'un conducteur, le tout-sécuritaire au service de l'arbitraire patronal



Le 7 mai, un conducteur de bus s'est fait molester à Bordeaux. Un incident comme bien d'autres dans le climat de fatigue et de pression qu'il y a parfois dans les transports en commun. Mais voilà que la direction, garante théorique de la sécurité au travail convoque le salarié encore blessé pour lui demander des comptes.

Les directions se targuent pourtant d'équiper les véhicules de tout un arsenal de sécurité : vitre « anti-agressions », caméras, dispositifs d'appel de personnel « d'intervention ». Tout cela n'est pas neutre politiquement : un choix tout à fait conscient de la direction de flatter les préjugés sociaux sur la « délinquance » ou les « incivilités ».

Un choix tout à fait conscient de la direction de flatter les préjugés sociaux sur la « délinquance » ou les « incivilités ».

D'ailleurs les discours nauséabonds s'étalent à la suite d'une agression, qui choque toujours, et à juste titre. La passion

des dirigeants et des médias d'extrême droite pour les faits divers trouve alors un écho au niveau d'une entreprise ou d'un service. Et de « l'ensauvagement » aux préjugés sociaux et racistes, tout y passe.

Les syndicats qui refusent d'affronter cette démagogie d'extrême droite s'alignent sur des revendications discutables, notamment l'installation de dispositifs vidéo. Mais les caméras n'ont jamais fait reculer la violence, au mieux, et rarement, elles permettent d'identifier les auteurs. Bien souvent, elles servent à démontrer la faute du salarié qui a quitté son poste. Ou d'autres plus bénignes : cigarettes, usage du téléphone, etc.

Alors aux caméras et autres martingales sécuritaires, il faut opposer l'emploi massif d'agents présents à bord, armés d'une solide formation de médiation, plus que de « sécurité » : une fonction dissuasive bien plus efficace. Le confort et la sérénité des conducteurs et des passagers seraient alors envisagés sérieusement.

PHILIPPE CAVEGLIA • 10/06/2025

## RENAULT

# DES ENGIN DE MORT À LA PLACE DES VOITURES, EN VOILÀ UNE BELLE PERSPECTIVE !



Le ministre des Armées a révélé le 8 juin que le constructeur prévoyait de se lancer avec une PME dans la fabrication de drones en Ukraine.

Il y a quelques mois, c'était la Fonderie de Bretagne qui était « sauvée » de la liquidation par le réarmement de Macron : le (douteux) repreneur Europlasma expliquait que les obus auraient plus d'avenir que les pièces de voiture en fonte.

Aujourd'hui c'est Renault qui s'invite à petits pas dans l'économie de guerre. La direction est aussi discrète que la « grande muette » sur les détails du projet, mais l'idée serait d'industrialiser la production de drones militaires, massivement utilisés par les Ukrainiens. Car l'armée française serait trop peu équipée pour tenir la route en cas de conflit.

Certes, Renault ne fabrique plus de chars d'assaut depuis un siècle, mais les entreprises de l'armement sont actuellement débordées par les commandes et plutôt spécialistes des petites séries d'équipements (vendus très chers), alors que les constructeurs automobiles savent produire de gros volumes en tenant les coûts et les cadences. Les salariés en ont d'ailleurs fait l'amère expérience ces dernières années... En échange de ses loyaux services, le groupe Renault gagnerait de nouveaux débouchés. Une roue de secours étatique bien utile pour préserver les profits, quand la concurrence s'exacerbe sur le marché de l'électrique et que les ventes diminuent.

HUGO WEIL • 10/06/2025

## STMICROELECTRONICS

# LA DIRECTION PORTE À 5 000 LES SUPPRESSIONS DE POSTES

Le PDG de STMicroelectronics (ST), Jean-Marc Chéry, a annoncé mercredi 4 juin la mise à la porte de 5 000 salariés sur les trois prochaines années. Il ajoute 2 200 suppressions de postes aux 2 800 déjà annoncées en avril dernier. Il ose parler de départs au prétendu « volontariat » plutôt que de licenciements.

D'ici fin juin, la direction de ST veut faire signer aux syndicats un plan de gestion des emplois et des parcours professionnels (GEPP) qui prévoit la fermeture des lignes 200 millimètres (format de galettes de silicium) à Crolles et Agrate en Italie, ainsi que le transfert des activités de Tours vers Crolles, Catane ou Singapour. Les GEPP proposent notamment des reconversions aux salariés dont le poste est supprimé. Ces derniers devraient chercher un nouveau poste dans la boîte... ou ailleurs via France Travail. Pour les autres, des formations sont aussi prévues... pour anticiper l'augmentation de la charge de travail.

La grève des 20 et 21 mai sur le site d'Agrate a marqué une première réaction collective et a réuni 70 % des salariés d'après la Fiom-CGIL. Une initiative d'autant plus salubre que les gouvernements français et italiens, chacun actionnaires à 13,5% de ST, rivalisent de nationalisme pour diviser les salariés : le quotidien *La Stampa* révélait ainsi le 4 juin que des cabinets d'avocats et des banques d'investissement avaient été chargés d'étudier la possibilité d'une séparation de l'entreprise en deux entités : l'une française, l'autre italienne.

Les mobilisations des salariés restent dispersées, d'autant plus que les directions syndicales n'appellent à aucune initiative commune à l'ensemble du groupe. Ce serait pourtant le meilleur moyen d'imposer des garanties, voire d'empêcher les licenciements. D'autant que les salariés de ST ne sont pas seuls : le 28 mai, la CGT estimait à 244 655 le nombre d'emplois supprimés ou menacés en France..



CORRESPONDANT • 10/06/2025



## Interview



## « Papiers, école, logement » pour les MNA de Rouen

Depuis un mois et demi, le collectif des jeunes mineurs et majeurs isolés de Rouen campe devant la préfecture pour faire entendre ses revendications. Un des délégués du collectif, âgé de 16 ans et originaire de Guinée-Conakry a répondu aux questions de Révolutionnaires pour raconter son parcours avant d'arriver à Rouen.

### Quelles sont les raisons de ton départ pour travailler à Dubaï ?

Mon choix n'était pas forcément de partir à Dubaï. Mais par contre, vu la situation politique de mon pays, je me suis toujours posé la question : qu'est-ce que je vais devenir ? Parce que pour nous les jeunes, pratiquement, on n'a pas d'avenir en fait. On voit la manière dont l'État ne pense pas à la jeune génération pour lui proposer des possibilités de travailler. Donc [...] j'ai épargné une petite somme d'argent. Mais l'argent que j'avais ne pouvait pas me permettre de m'offrir un visa pour l'Europe, parce que ça coûte hyper cher.

### Et c'était quoi ton travail ?

Ce n'était pas un travail pour lequel il fallait de l'expérience, c'était juste manoeuvre. Et on me faisait faire du nettoyage aussi. Et là, mon salaire de base c'était à peu près 280 euros par mois. J'ai accepté un contrat de trois ans, on travaillait du lundi au samedi de 8 à 18 heures, une heure de pause...

### Si tu peux nous expliquer ton départ vers l'Europe ?

Le fait de choisir la Russie ça avait un rapport avec mon budget en fait, l'argent que j'avais épargné ne pouvait pas me permettre d'opter pour un pays comme la France, l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, parce que le visa c'est plus cher. J'ai fait un jour là-bas, puis j'ai quitté Moscou en voiture. J'ai payé 400 dollars pour que la voiture me prenne à Moscou pour m'amener en Biélorussie dans la forêt. Lorsqu'on a tenté de passer la frontière de Biélorussie, on s'est fait prendre au bout de cinq minutes parce qu'il y avait des signaux sur la frontière. Dès que tu touches, ça signale directement. Ils sont venus nous chercher avec les chiens [...] Ils ont réussi à prendre trois d'entre nous. Les deux autres ont réussi à s'enfuir. Et puis [...] ils nous ont retiré nos téléphones, ils les ont scannés, du coup ils pouvaient les localiser partout où on passait. Ils nous ont demandé de nous éloigner du plus vite possible de la frontière, sans quoi, s'ils nous reprenaient à nouveau, ils allaient nous tuer. Je suis resté deux semaines dans la forêt, et j'ai sympathisé avec des Syriens. Il y avait également un camp d'Éthiopiens, des Soudanais, des Afghans. Durant les deux semaines que j'ai passées là-bas, l'eau qu'on buvait avait la même couleur que le jus de pomme de terre. Je suis rentré dans la forêt, je vous l'ai dit, le 11 avril, et je suis ressorti le 26 avril par le biais du passeur des Syriens. Arrivés devant la frontière polonaise, ils ont ouvert la frontière avec les crics de voitures. En Pologne, il y a deux barrières, la première mesure six mètres de haut, et la deuxième, c'est les grillages qui retiennent souvent les habits, des barbelés. Il faut filer comme ça à deux mètres de hauteur. Pour traverser ça, tu enlèves ta chemise, la poses sur le barbelé, et tu passes par-dessus pour sauter et descendre....

L'interview complète sur notre site



## LES MUSÉES DE PARIS EN GRÈVE CONTRE LA BADGEUSE !



Depuis plusieurs mois, Paris Musées tente de mettre en place un système de flicage du temps de travail par l'introduction d'une badgeuse.

La direction utilise une stratégie de division en l'imposant dès juillet aux 50 agents de billetterie, et seulement le 1<sup>er</sup> janvier prochain aux 500 autres agents à horaires fixes.

Une première grève le 14 mars a permis de mettre la pression sur la direction et sur les représentants syndicaux qui ne s'étaient pas tous prononcés contre la badgeuse. Un vote unanime des élus du personnel a suivi, obligeant l'administration à reporter son projet, qui sera présenté le 13 juin.

Les militants CGT ont mené une campagne offensive : pas de badgeuse mais des embauches, des moyens, des hausses de salaire, l'arrêt des concessions au privé, la « déprécarisation » !

Un comité d'animation de la lutte a vu le jour, regroupant syndiqués ou non, afin de décider une stratégie et d'organiser des tournées d'information.

Cela a permis de construire une grève initialement prévue pour durer trois jours à partir du 3 juin - jour d'ouverture d'un restaurant privé près du musée Carnavalet, dont la direction voudrait nous imposer de gérer l'accès !

Le mouvement a été suivi par 90 à 100 % des collègues sur certains sites, conduisant à des fermetures et des numéros d'équilibrisme de cadres pour ouvrir en mode dégradé.

Après avoir voté la reconduction en AG, il a été décidé de passer la matinée au Petit Palais pour aider les collègues à

se lancer dans la bataille. Une vingtaine de grévistes se sont présentés le lendemain au musée des Beaux-Arts de la ville, tenant un piquet de grève qui a fait débrayer une quinzaine d'agents.

Le troisième jour, constatant des taux de grévistes toujours aussi élevés aux Catacombes, les agents de l'ossuaire municipal ont décidé de continuer deux jours de plus afin de pousser leurs revendications et de préparer un nouveau temps fort sur l'ensemble des musées le 13 juin.

La direction cherche à gagner du temps mais elle a déjà perdu plus de 350 000 euros en une semaine de grève.

C'est donc tout naturellement que les grévistes ont voté chaque reconduction jusqu'à aujourd'hui. Une caisse de grève est mise en place pour tenir en gérant collectivement les problèmes financiers.

Lorsque les travailleurs prennent confiance dans leur force et s'organisent à la base, ils sont capables de beaucoup !

CORRESPONDANTS • 10/06/2025

Donner à la caisse de grève



## APRÈS LE PROCÈS DU 12 JUIN, LA LUTTE CONTINUE

Même si la relaxe était obtenue suite à l'audience du 12 juin, la bataille continuerait, car La Poste ferait appel. Et si à l'inverse une condamnation tombait, ce seraient les postiers qui feraient appel.

Au lieu d'attendre les bras croisés la décision, une réunion unitaire de tous les soutiens des cinq postiers du 92 est convoquée dès le 17 juin, pour préparer les suites.

Une chose est certaine : quelles que soient les échéances que prévoira le comité de soutien, c'est le changement du rapport de force qui retirera l'envie à La Poste de réprimer, mais aussi d'imposer des réorganisations permanentes. On ne peut le gagner que par la grève, les plus nombreuses et nombreux possible. Et cela se fera en imposant la présence des militantes et des militants dans les bureaux, en organisant des assemblées générales

où l'ensemble des postières et postiers pourront prendre eux-mêmes la parole. Car reprendre la parole pour les travailleurs et les travailleuses, c'est commencer à prendre ses affaires en main. C'est précisément parce que contester le pouvoir des patrons est la ligne de conduite de militants comme Gaël et Yann qu'ils sont visés. La meilleure réponse c'est d'appuyer, de renforcer et d'étendre ce type d'intervention... et d'arracher la réintégration !



CORRESPONDANTS • 10/06/2025



# AED TUÉE À NOGENT (HAUTE-MARNE) LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES ONT BESOIN DE PERSONNEL, PAS DE FLICS !

Une assistante d'éducation de 31 ans a été tuée à coups de couteau par un collégien à l'entrée du collège Françoise-Dolto, à Nogent, en Haute-Marne. Une violence dont on peine à croire qu'elle émane de gosses. Nous partageons évidemment la peine de ses proches, de ses collègues.

Le drame s'est produit durant un contrôle des sacs conjoint avec la gendarmerie. Une opération dans le cadre de la circulaire Retailleau-Borne de mars dernier prévoyant des contrôles aléatoires des sacs dans les établissements scolaires. C'était la réponse de flic de Retailleau à la rixe ayant provoqué la mort d'un jeune de 17 ans à la porte d'un lycée de l'Essonne.

Le ministère de l'Éducation a éprouvé le besoin de préciser que 6 000 contrôles avaient eu lieu entre le 26 mars et le 26 mai. 186 couteaux ont été saisis et 32 jeunes placés en garde à vue. 186 « trouvailles » sur des milliers de contrôles. Au nom desquels on déploie la gendarmerie à la porte des collèges.

Un oubli, tout de même, dans leur bilan : une morte, aujourd'hui même, dans le cadre justement de ces contrôles prétendument « dissuasifs » qui n'ont visiblement pas dissuadé. Une morte, et combien de vies gâchées ? D'abord celle de la jeune surveillante tuée, bien sûr, et celle de ses proches. Mais aussi celle de son jeune meurtrier dont les Retailleau oublient que c'est un mineur de 14 ans, sans avenir désormais. Que faut-il pour que ces crétins cessent de croire que les problèmes se règlent à coup de menton, pour qu'ils cessent d'imposer à

tout le monde leurs prétendues solutions ? Faire collaborer les assistants d'éducation et les flics à la porte des établissements scolaires... oui, il faut être crétin pour ne pas comprendre que c'est catastrophique. Les mêmes nous répètent à l'envi que l'école doit être un sanctuaire. Eh bien, justement, les flics n'y ont pas leur place.

Les adultes sont encore un peu respectés dans les établissements scolaires justement parce qu'ils ne sont pas assimilés aux flics ! Si l'on ne veut pas que l'ambiance soit faite de violence, de suspicion, de flicage, de répression, il faut qu'il n'y ait pas suspicion, flicage, répression. Et, pour qu'il n'y ait pas violence, il ne faut surtout pas de flics ! Quelque chose que ne peuvent comprendre les Darmanin, les Retailleau qui, dans le déroulement de leur plan de carrière, ne pensent pas : ils suivent ce qu'ils croient être le vent dominant.

L'école n'est pas un sanctuaire illusoire où les problèmes de la société disparaîtraient par magie. Alors, ce qui est nécessaire, c'est qu'il y ait suffisamment d'adultes dans les collèges, dans les lycées, d'adultes manifestant de l'empathie pour les adolescents, pour comprendre leurs problèmes. Un rôle que jouent justement bien des assistants d'éducation - dont il faut des embauches en nombre dans des conditions dignes et pérennes, comme de profs, de pys, d'infirmières, d'agents techniques et administratifs, etc. Mais il ne faut surtout pas que les flics s'en mêlent. Ils font assez de dégâts comme ça.

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 10/06/2025

# À Gennevilliers, la mobilisation pour le droit à l'éducation continue !

Après une journée de grève très suivie mardi 20 mai dans les écoles de Gennevilliers, les parents d'élèves ont pris le relais en appelant à une journée « éducation morte » mardi 27 mai : écoles, collèges, lycée, tout était au ralenti voire à l'arrêt.

Le midi, 180 personnes, parents, enseignants, enfants, ont marché du métro jusqu'au pont de Clichy pour un déploiement de banderoles revendicatives : retour en REP du réseau Pasteur ; Non aux 17 fermetures ; parents excédés, profs en colère ! L'atmosphère était à la colère face aux injustices croissantes qui voient les actionnaires se gaver quand les écoles publiques sont à la peine. Mais aussi à la joie de se retrouver toujours nombreux après des semaines de mobilisation et le silence de l'inspectrice de circonscription.



Quant aux services du rectorat et de l'éducation nationale du département, ils ont osé prétendre dans *Le Parisien* que, non seulement les fermetures n'étaient pas proportionnelles à la baisse des effectifs, (en gros, qu'ils « font une fleur » aux écoles de la ville) mais en plus, ils parlent d'un « nombre moyen d'enfants par classe au global » (!) qui passerait à 18,5 après fermetures !

Des chiffres qui ne correspondent à rien de la réalité des écoles : 25, 26, 27 élèves en CE2, CM1 ou CM2, incluant des élèves à besoins spécifiques, en éducation prioritaire où la difficulté scolaire s'intensifie, quelle folie ! Ou encore des classes dites allégées mais où les effectifs grimpent d'année en année, certaines en demi-salles, sans possibilité de se mouvoir de manière fluide.

Chaque journée de mobilisation fait l'objet d'une préparation et bilan au sein du collectif parents-enseignants qui continue de s'étoffer pour tenter de gagner des représentants dans tous les établissements de la ville.

Le collectif s'est fixé de nouvelles demandes de rendez-vous avec les différentes inspections, puis une nouvelle journée de grève lundi 23 juin lors du groupe de travail qui statuera sur les fermetures et ouvertures pour la rentrée 2025-2026. D'ici au 23 juin, la mobilisation se poursuit chaque jeudi avec les pique-niques de la colère de 12 h 15 à 13 h 15 devant l'inspection !

CORRESPONDANT • 10/06/2025

# PRIDE : PÉCRESSE COUPE LES SUBVENTIONS ET HURLE À LA RADICALITÉ

Il y a quelques jours, l'association Inter-LGBT, dévoilait son affiche pour la marche des fiertés (pride) du 28 juin 2025, provoquant l'indignation de la droite, de l'extrême droite et surtout de Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France. La cause ? Une iconographie affirmant vouloir lutter « contre l'internationale réactionnaire », c'est-à-dire contre la montée dans le monde des idées des gouvernements d'extrême droite menant des politiques anti-LGBT.

Selon Pécresse, l'affiche « incite à la violence », car on y verrait un homme blanc identifié comme militant d'extrême droite, mis KO. Elle a donc décidé de couper les subventions régionales à l'organisation de la marche des fiertés. Prétexte surtout pour continuer à réduire le peu de financement dont bénéficient les associations ! Aurore Bergé a, quant à elle, appelé sa délégation interministérielle à retirer son logo. Le député RN Sébastien Chêne a crié au scandale devant la présence d'une femme voilée sur l'affiche, d'un homme blanc « martyrisé » et du minuscule pin's du drapeau palestinien.

S'il est vrai qu'il faut lutter contre la vague réactionnaire, entraînant une recrudescence des discriminations et violences contre les personnes LGBT, l'Inter-LGBT n'a pourtant jamais été une figure de la lutte au-delà du carcan institutionnel. Cela fait des années qu'elle est d'ailleurs dénoncée par des associations militantes LGBT pour avoir « dépolitisé » la pride, la réduisant à un « festival » sponsorisé par les multinationales comme Amazon ou la BNP.

Pécresse flaire l'opportunité d'un coup de com dans cette sanction budgétaire. Avec l'Inter-LGBT, on est loin des émeutes Stonewall du 28 juin 1969 aux origines des prides, mais le fait même que cette affiche provoque autant d'indignation en dit long sur le climat politique, de plus en plus nauséabond.

NORA DEBS • 10/06/2025



Venez manifester avec nous  
partout en France !

ANNECY	-	5 Juillet
DUNKERQUE	-	14 Juin
LE MANS	-	5 Juillet
LYON	-	14 Juin
MARSEILLE	-	5 Juillet
METZ	-	14 Juin
MONTPELLIER	-	14 Juin
PARIS	-	28 Juin
ROUEN	-	14 Juin
STRASBOURG	-	14 Juin



# LE NPA-RÉVOLUTIONNAIRES ÉTAIT PRÉSENT À LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

Les 7, 8 et 9 juin se déroulait la fête annuelle de Lutte ouvrière à Presles dans le Val d'Oise. À cette fête, le plus grand rassemblement d'extrême gauche du pays, le NPA-R était invité à tenir un stand dans lequel nous avons pu nous adresser à celles et ceux qui cherchaient à rencontrer l'extrême gauche dans toute sa diversité. Mais Lutte ouvrière nous a aussi offert, comme à d'autres organisations révolutionnaires, la possibilité de tenir un forum-débat. 450 personnes y ont assisté. Nous publions ci-dessous de courts extraits des interventions de nos trois camarades présents à la tribune, Ken, ouvrier à Stellantis, Maria, postière, et Gaël, postier licencié, en procès le 12 juin.

Vous pouvez regarder la vidéo intégrale sur notre site :



KEN

## « IL FAUT ALLER CHERCHER DES ALLIÉS, CHEZ UN MAXIMUM DE TRAVAILLEURS »

« Les vagues de licenciements se multiplient. L'un des secteurs le plus touché est l'automobile. Dans mon usine Stellantis, à Poissy dans les Yvelines, qui assemble l'Opel Mokka, nous sommes 2 500 salariés. La direction n'a pas annoncé de fermeture, mais, après des mois de rumeurs et de démentis, elle a avoué fin mai qu'elle était bien en négociation pour la vente d'une partie du terrain de notre usine au PSG pour en faire une sorte de PSG-Land.

Le 15 avril, nous avons fait deux débrayages réussis qui ont paralysé la production, des débrayages faits en commun avec des sous-traitants internes au site. Et ça,

c'était vraiment génial ! Un comité de mobilisation a été créé, ouvert à tous, aux syndiqués et non-syndiqués, indépendant des syndicats. C'est, nous l'espérons, l'embryon d'un futur comité de grève où les travailleurs dirigeront eux-mêmes leur lutte.

Nos revendications sont : Non à la fermeture, imposons des garanties - indemnité de licenciement correcte, préretraite, formation, reclassement en interne du groupe ou en externe... Nous avons des liens aussi avec les usines sous-traitantes directes du Bassin parisien, du Nord et de Normandie qui risquent de

fermer en même temps que nous : Forvia, Lear, Mc Synchro, OP Mobility.

Il faut aller chercher des alliés, chez un maximum de travailleurs, partout. Nous, les Stellantis, nous devrions nous fixer comme objectif d'aller par exemple prendre contact avec les ouvriers d'Arcelor-Mittal. De manière générale, il faut se coordonner avec un maximum de travailleurs, et le faire contre la bureaucratie syndicale qui se refuse à en prendre l'initiative. C'est un des éléments indispensables pour que l'ensemble du prolétariat rétablisse un rapport de forces favorable et gagne contre la bourgeoisie. »



MARIA

## « CE QUI NOUS LIE, ENTRE RÉVOLUTIONNAIRES »

« Comme l'a décrit Ken, des salariés confrontés à des plans de licenciement massifs, se battent au pied du mur et de manière isolée alors qu'il faudrait un plan de lutte collective à une tout autre échelle pour répondre aux attaques répétées du patronat et du gouvernement. La principale responsabilité de cette situation incombe aux organisations réformistes qui prétendent encore représenter le mouvement ouvrier : les partis de la gauche, mais aussi les directions syndicales, engluées dans la collaboration de classe avec le patronat et le gouvernement.

À nous, révolutionnaires, d'œuvrer à résoudre le problème de notre émiettement. L'aspiration à l'unité qui existe dans les classes populaires, au lieu d'être incarnée par des formes illusoire comme le NFP, pourrait l'être dans des formes d'apparition commune de l'extrême gauche. Sous forme d'un pôle des révolutionnaires.

Chercher à intervenir ensemble dans des mouvements de grève quand c'est possible, dans des mouvements et manifestations, même petits, comme les manifestations contre le massacre à Gaza, ou encore, qui sait, à une brève échéance faire campagne contre la militarisation croissante ou réagir ensemble contre des attaques menées contre le travailleurs : autant de points communs qui, aujourd'hui, face aux multiples manifestations de la barbarie impérialiste dans le monde, nous lient entre nous, révolutionnaires communistes et internationalistes.

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous... et les révolutionnaires qui le prônent, eux aussi ! »

GAËL

## « SORTONS DES CONCLAVES ! ... IL N'Y AURA PAS D'ÉCHAPATOIRE À L'AFFRONTMENT, À LA GRÈVE, AUX MANIFESTATIONS, AUX OCCUPATIONS... »

« [...] Face à un Retaillieu, qui, depuis le 30 avril, veut dissoudre des organisations comme Urgence Palestine, il faut que nous soyons capables de faire bloc. Ils tablent sur les divisions dans notre camp ; ils veulent nous diviser par le racisme et même l'islamophobie d'État. Mais, avec cette politique raciste, islamophobe, ils arment des criminels ! Les 57 coups de couteau portés contre Aboubakar Cissé dans une mosquée, ils en partagent la responsabilité. Les cinq balles tirées par un supporter du RN et qui ont tué Hichem Miraoui, ils en partagent la responsabilité.

Pendant ce temps-là, les bons patrons français continuent à licencier, à exploiter.

À réprimer aussi. Comme dans le cas des cinq postiers du 92 : nous passons en procès le 12 juin, onze ans après les faits ! Parce que nous combattons pour que des collègues au statut précaire soient titularisés à La Poste. Parce que nous combattons les réorganisations qui suppriment des emplois et détériorent les conditions de travail. Nous sommes allés au siège de La Poste le 13 février 2014 pour exiger l'ouverture de négociations. Onze ans après, on nous dit : C'est de la violation de domicile !

Nous voulons faire du 12 juin, à 12 heures, Porte de Clichy, au tribunal de Paris, l'occasion pour tous ceux et toutes celles qui, aujourd'hui, parce qu'ils combattent une

guerre coloniale, parce qu'ils combattent l'extrême droite comme La Jeune Garde, parce qu'ils se battent, dans les entreprises, contre les licenciements, contre les restructurations, faire du 12 juin l'occasion donc de ne pas apparaître comme des victimes ! Si nos adversaires sont à l'offensive, c'est parce qu'ils nous craignent ! Ils ne sont pas si puissants. Il n'y aura pas d'échappatoire à l'affrontement, à la grève, aux manifestations, aux occupations.

Le 12 juin, nous ne vous invitons pas à être simplement solidaires, mais à combattre pour votre classe, celle des travailleurs et des travailleurs, celle qui fait tout tourner, tout fonctionner et qui doit enfin tout décider. »

### 12 juin PARIS

À PARTIR DE 12H

Rassemblement devant le tribunal de Paris, porte de Clichy en solidarité avec les 5 postiers du 92



### 15 juin MONTPELLIER

DE 15H À 23H

Fête du NPA-Révolutionnaires à Montpellier, Quartier Généreux, 2 Quai des Tanneurs



### 19 juin MARSEILLE

À 18H30

Réunion-débat du NPA-R à Marseille, Mille Bâbords, 61 rue Consolat, 1<sup>er</sup> arrdt



### 21 et 22 juin IVRY-SUR-SEINE

Stand du NPA-R à « Ivry en Fête », allée des politiques, stand 10



### Du 23 au 27 août BARBASTE

Rencontres d'été révolutionnaires, à Barbaste





FILM

SOUDAN, SOUVIENS-TOI

DOCUMENTAIRE D'HIND MEDDEB

Sorti le 7 mai 2025, en salle



Avril 2019, après plusieurs mois de grèves et de manifestations, les Soudanais obtiennent le départ d'Omar el-Bechir, militaire au pouvoir depuis 1989. Mais le départ du dictateur n'entraîne pas la fin de la mobilisation. Les généraux ont poussé leur chef vers la sortie pour gagner du temps. Mais ils entendent bien rester au pouvoir !

C'est à ce moment que la documentariste Hind Meddeb pose ses valises à Khartoum, la capitale. Elle veut filmer cette révolution en marche. L'une des grandes qualités de la réalisatrice est de nous plonger au cœur de la mobilisation, de se faire oublier pour laisser la parole à celles et ceux qui en sont les acteurs. On arrive à voir comment les mouvements révolutionnaires transforment la population et les individus. Alors que les militaires ont toujours joué sur les divisions ethniques et religieuses, notamment en persécutant les populations non-Arabs et non-musulmanes, les manifestants mettent en avant le rejet du racisme et du tribalisme. Alors qu'el-Bechir avait imposé un régime d'oppression et de ségrégation sexiste inspiré de l'Arabie saoudite, les femmes sont en première ligne de la mobilisation. Alors que le régime voulait maintenir la population sous une chape de plomb, la révolution apparaît comme une explosion créative : on chante, on écrit et récite des poèmes, on couvre les murs de la ville de fresques en l'honneur des révolutionnaires victimes de la répression.

On peut regretter qu'Hind Meddeb ne contextualise pas plus le déroulé des événements. On pourrait ainsi entrevoir ce qui a manqué à cette révolution pour dégager les militaires et instaurer le régime démocratique que la population appelait de ses vœux.

Depuis 2023, la répression et la fin du processus révolutionnaire ont laissé la place à une guerre entre deux factions militaires rivales se battant pour le contrôle et l'exploitation des ressources et des travailleurs du pays. Une guerre dont les civils sont les premières victimes.

Un constat qui pourrait inciter au pessimisme. Mais, ce n'est pas du tout le sentiment que nous laisse le film d'Hind Meddeb. On en ressort plutôt avec la conviction que, quand les peuples se mobilisent, ils ont la capacité de tout changer ! Après tout, avant d'obtenir le départ d'el-Bechir en 2019, les Soudanais s'étaient déjà révoltés en 2013 et 2016. Rien ne laisse donc penser qu'ils aient dit leur dernier mot !

ARTHUR SYLVESTRE • 10/04/2025

LIVRES

LA DOCTRINE DU CONSENTEMENT

CLARA SERRA

Éditions La Fabrique, 2025, 160 p., 13 €

Le texte de Clara Serra, militante féministe et essayiste espagnole, s'inscrit dans le contexte des affaires de viol qui ont ébranlé la justice et qui ont à juste titre choqué un large public, comme les viols de Mazan en France.

En Espagne, c'est le procès qui suit l'épisode dit de la Manada qui a agité l'opinion publique et occasionné des manifestations qui visaient à faire reconnaître le viol subi par une jeune femme de 18 ans lors des fêtes populaires de Pampelune. En juillet 2016, cinq hommes se surnommant « La Manada » (la meute en espagnol), entraînent la jeune fille dans un hall d'immeuble, lui imposent des relations sexuelles et filment la scène. Les auteurs sont d'abord inculpés pour viol, mais le tribunal de Pampelune requalifie ensuite les actes commis d'« abus sexuel », sous prétexte qu'il n'y a pas eu de violence ou d'intimidation physique. En Espagne, la victime devait alors prouver qu'il y avait l'une, l'autre, ou les deux pour faire reconnaître un viol devant un tribunal. La nouvelle législation adoptée à la suite de cette affaire déplace la charge de la victime vers l'agresseur, puisque que c'est lui qui doit prouver qu'il y a eu consentement. C'est la doctrine du « solo si es si » (seul un oui est un oui) - autrement dit, la doctrine du consentement positif.

Cette réforme de la justice témoigne d'une prise en compte de la parole des victimes, en plus d'être le produit de mobilisations des organisations féministes et de celles et ceux qu'elles ont réussi à entraîner. C'est en ce sens une avancée. De même que l'intégration du « consentement libre et éclairé » à la loi française suite à l'affaire Gisèle Pelicot. Tout en défendant cette avancée, Clara Serra entend s'interroger sur le caractère « libre et éclairé » de ce consentement. Autrement, un « oui » arraché à la jeune victime de la Manada aurait-il invalidé la qualification de viol pour les actes de ses agresseurs ?

L'un des problèmes que pose Clara Serra à partir de la doctrine du consentement positif est le suivant : la formule du consentement positif (le « oui ») a le défaut d'exclure des relations sexuelles imposées une série de situations coercitives dans lesquelles le « oui » est imposé. Contre les violences sexuelles aujourd'hui, l'auteur revendique « *que puissent être traités avec justice tous les cas où l'on ne peut pas dire non et tous les cas où les oui ne sont pas valides* ».

COMMENT ENTERRER SON MARI EN TOUTE DISCRETION

ALEXIA CASALE

Pocket, 2025, 456 p., 9,60 €

L'action se passe dans une petite ville tranquille de l'Angleterre pendant l'épidémie de Covid-19 et l'arrêt presque total de la vie sociale et professionnelle dû aux restrictions sanitaires. Derrière les murs où se calfeutrent les habitants, les tensions s'exacerbent. En particulier les manifestations de la domination et de l'emprise des hommes sur les femmes : violences de tous ordres et coups du côté des uns, peur, honte et douleur de l'autre. Sauf que, dans le roman, contrairement à la vie réelle, pas de féminicides, mais bien des « homicides » : un coup de poêle à frire bien ajusté, une chute malencontreuse dans un escalier, une électrocution surprise et un assaisonnement spécial à base de mort-aux-rats dans le potage. Quatre bourreaux en moins, ça dézingue sec dans le quartier ! Il s'agit maintenant de se débarrasser des corps... Au fil des péripéties, les héroïnes se rencontrent, se reconnaissent et décident de s'associer dans un « Club des fossoyeuses confinées ». On aura rarement vu meurtrières plus sympathiques dans ce qui se transforme au fil des pages en une ode à l'amitié...

Un des principaux attraits de ce livre est la présentation, sans pathos superflu, des situations et de l'itinéraire de chacune, chaque fois différents, mais tous marqués par la violence des maris et des pères dans le cadre de la famille. Cet aspect du roman en dévoile plus sur l'oppression des

Clara Serra

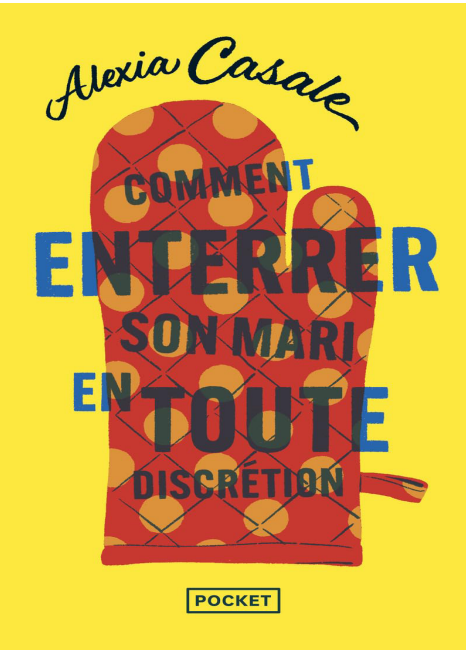
La doctrine

du consentement

L'auteur explore ce paradoxe entre une réalité empreinte de violence et l'illusion libérale, qui consiste à penser que nous sommes des individus souverains et égaux ayant la capacité de passer des « contrats libres ». Elle propose une porte de sortie - certes théorique - à l'ornière des solutions institutionnelles dans lesquelles semblent parfois s'enliser une partie des courants féministes. Aux communistes révolutionnaires de donner les outils de la lutte concrète contre la bourgeoisie qui maintient l'oppression des femmes et les violences qui en découlent.

MONA NETCHA • 10/04/2025

Critique complète sur notre site >>



femmes que bien des généralités et invectives ronflantes. Avec ça, un style alerte, des rebondissements incessants, un suspense soigneusement maintenu jusqu'au bout... et beaucoup d'humour pince-sans-rire. Une lecture tout à fait recommandable.

MICHEL GRANDRY • 10/04/2025



# Résultats Parcoursup et Mon Master : stop à la sélection !

Les résultats de Parcoursup et Mon Master commencent à tomber. Comme chaque année, des milliers de jeunes attendent avec angoisse pour savoir s'ils pourront étudier l'année prochaine. Comme chaque année, des milliers d'entre eux seront laissés sur le carreau, ou pris dans des filières qu'ils n'avaient pas demandées.



En 2024, selon les chiffres du ministère de l'Enseignement supérieur, Parcoursup avait laissé 295 000 jeunes sans inscription, sur un total de 945 500 candidats sur la plateforme, soit plus de 30 % ! Parmi eux figurent plus de 177 000 lycéens, et près de 80 000 étudiants en réorientation. Un tri social qui ne dit pas son nom, car le lycée d'origine entre en compte dans les affectations, alors même que celui-ci est surtout lié à l'endroit où l'on vit et donc aux revenus des parents.

Ce ne sont pas les coupes budgétaires dans l'enseignement supérieur qui vont arranger les choses ! Suppression de places, de filières, hausse des frais d'inscription sont décidées au lieu de garantir à tous des moyens d'étudier dignement. Car le tri continue, même passées les portes de la fac ! Par exemple, près de la moitié des étudiants en L1 histoire à Paris 1 ne passent pas en deuxième année. Avec les coupes budgétaires, ce sera pire. Car le poids de l'austérité retombe sur les étudiants de

familles pauvres : ce sont eux qui vont souffrir des coupes dans les bibliothèques, les Crous, le matériel informatique et le tutorat. Ceux qui ne pourront pas compenser avec l'argent et l'aide de leurs parents se retrouveront de plus en plus en difficulté. D'autant que combiner job étudiant et cours relève du casse-tête, sans aucun accompagnement prévu par les facs.

Cette généralisation du tri social s'accompagne du développement de filières privées, accessibles à condition d'hériter d'un portefeuille bien rempli, et qui sont parfois des arnaques délivrant des diplômes bidons. Aujourd'hui, les écoles du privé accueillent 24,8 % des étudiants, le double d'il y a 20 ans. Ainsi, de plus en plus de jeunes s'endettent pour pouvoir payer ces formations privées ou tout simplement pour pouvoir payer le loyer en plus de la fac. Près de 300 000 étudiants ont des prêts à rembourser, un bon moyen d'enrichir les banques sur le dos de ceux qui tentent de faire des études.

Ils veulent une jeunesse sage et disciplinée, par le SNU et le renforcement des sanctions disciplinaires, pour nous apprendre déjà à baisser la tête face aux flics, aux patrons et à l'État. Mais on ne se laissera pas faire ! Chaque rentrée, des collectifs de sans-facs sont constitués pour contester les refus et exiger des inscriptions. Par la lutte, ils arrivent à en arracher : étudier est un droit, pas un privilège ! C'est en ce sens que le NPA Jeunes Révolutionnaires, en lien avec d'autres organisations, appelle dès maintenant à préparer une rentrée de lutte avec une journée de mobilisation contre les attaques du gouvernement contre les facs, les coupes budgétaires et la sélection.

UMA DAUNAI • 10/06/2025

## LA RÉSISTANCE S'ORGANISE FACE AUX DÉPORTATIONS DE DONALD TRUMP

### MOBILISATION VICTORIEUSE DES LYCÉENS ET TRAVAILLEURS DU LYCÉE MILFORD

Dans un lycée au Massachusetts, un lycéen, Gomes da Silva, a été enlevé dans la rue par la police fédérale chargée de l'immigration (ICE). Patricia Hyde, directrice des expulsions de l'ICE à Boston, a défendu son arrestation par le fait qu'ils cherchaient son père. Elle a ajouté vouloir poursuivre la détention arbitraire et l'expulsion du lycéen, en qualifiant les immigrants détenus de « meurtriers, violeurs, trafiquants de drogue, prédateurs sexuels et membres de gangs criminels ». Le lycéen a indiqué que la plupart des gens arrêtés pendant sa détention étaient en route vers leur travail.

Le 2 juin, les lycéens et le personnel du lycée, ainsi que des habitants, étaient en grève et en manifestation pour exiger la libération de Gomes da Silva. Le lycéen a finalement été libéré après six jours de détention. Dans un autre lycée, les enseignants se sont aussi mobilisés pour exiger la libération d'un lycéen.

Cette politique raciste n'est pas née avec Trump : dix ans plus tôt, un autre lycéen, étudiant dans le même lycée, avait été arrêté par la police de l'immigration sous Obama.

La politique brutale de Trump rencontre des résistances dans l'ensemble du pays, notamment dans les universités, alors que celui-ci cherche à interdire aux étudiants étrangers l'accès à l'enseignement supérieur, notamment quand ceux-ci se mobilisent en soutien à la Palestine, comme Mahmoud Khalil.

Quand ils touchent à l'un d'entre nous, ils nous touchent tous !

G. HENRI • 10/06/2025



## AUTORITARISME DANS LES LYCÉES : SOIS JEUNE ET TAIS-TOI !



Il y a un an, une cinquantaine de lycéens ont occupé le lycée Hélène-Boucher en soutien à la Palestine. Les vidéos font aujourd'hui surface, montrant l'ampleur de la répression. Les lycéens ont en effet été chassés du lycée par les policiers, qui sont rentrés avec un pistolet chargé et en menaçant les occupants avec un LBD, avant de mettre l'un d'entre eux au sol. Cette violence physique s'est accompagnée d'insultes misogynes. Tout cela montre leur crainte que la contestation s'étende à d'autres lieux d'étude, dans un contexte où une fraction de la jeunesse est de plus en plus indignée face au génocide à Gaza. Cet épisode n'est évidemment pas isolé : il y a quelques semaines, ce sont les lycées de Strasbourg qui faisaient les frais de la répression policière, tandis qu'un climat autoritaire continue de se développer dans les établissements.

Dans la Loire, les lycéens de Boën-sur-Lignon devaient présenter un film sur un projet d'installation d'une centrale à bitume dans la région. Depuis 2016, le projet est dénoncé par les habitants au vu des risques de pollution. Ce projet lycéen a été suspendu, puis annulé par la proviseure. Le motif ? C'est un sujet sensible, dont il ne faut pas parler, car il pourrait entraîner « des discussions délicates au sein de l'établissement » ! Elle a été soutenue par le rectorat, qui a convoqué la professeure. Pour les élèves, il y aura sûrement une bonne dose d'éducation morale et civique pour les remettre dans le droit chemin, et des séances d'EPS à respirer l'air de l'usine qui sera à quelques centaines de mètres du lycée.

Le gouvernement n'a visiblement pas envie que les jeunes réfléchissent et se politisent. Leur rêve est une école qui mette au pas, qui chante les louanges de l'ordre social pour préparer à l'exploitation, et peut-être demain au service militaire. Mais, face à cet avenir de misère qu'ils nous imposent, il sera très difficile de faire taire notre colère.

ROBIM KLIMT • 10/06/2025

**SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !**

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM : @npajeunes\_revo

**NPA  
JEUNES**  
RÉVOLUTIONNAIRES